2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

N° 73
SAMEDI 6, DIMANCHE 7,
LUNDI 8 JUIN 1981

SOCIALISTE

74 % DES FRANCAIS FONT CONFIANCE A MITTERRAND

D'après un sondage SOFRES, trois Français sur quatre font confiance au président de la République pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement. Par ailleurs, d'autres consultations de l'opinion laissent prévoir une large majorité pour la gauche dans la future Assemblée nationale et même, éventuellement, la majorité absolue pour les socialistes.

(PAGE 3)

Indépendance et solidarité

A l'occasion de son voyage à Washington, où il a été reçu par le président Ronald Reagan, notre ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson, a eu l'occasion d'affirmer avec clarté que la France entend demeurer un « *proche allié* » des Etats-Unis. La profession de foi occidentale et atlantiste du chef de la diplomatie française a heureusement surpris les Américains, qui se remettent à peine de l'entrée à l'Elysée d'un président socialiste.

SUR la nécessaire application des Chartes et les rapports Est-Ouest, les deux gouvernements ont des conceptions communes. Ils condamnent l'intervention soviétique en Afghanistan et s'opposent à toute ingérence de Moscou dans les affaires intérieures de la Pologne. Ils entendent favoriser, d'autre part, le déploiement d'armes eurostratégiques en Europe occidentale, aussi longtemps que n'aura pas été mis en place un système de sécurité collective sur notre continent. A cet égard, il ne faut rien attendre de nouveau dans les relations établies entre Paris et Washington.

C'EST davantage sur les problèmes du tiers monde que les positions sont divergentes. L'indépendance sans cesse retardée de la Namibie et le soutien apporté par Washington au régime raciste de Pretoria en sont les exemples les plus frappants. Dans un discours récemment prononcé au siège de l'Unesco, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a insisté pour que la France applique sans tarder les résolutions des Nations unies sur l'Afrique australe.

Dans une autre partie du monde, l'Amérique centrale, les ingérences américaines à El Salvador ne peuvent que contraindre le nouveau gouvernement français à agir rapidement pour qu'une solution politique et démocratique mette fin à la guerre civile qui ensanglante ce petit pays.

DANS un document publié pendant la campagne présidentielle, le PS a souligné que l'Alliance atlantique, dont le champ d'application est européen, ne doit pas être « *un moyen détourné de mettre la politique de la France dans le monde au service de l'impérialisme américain* ». Pour y parvenir, il est indispensable que notre pays ait une autonomie de décision dans le cadre des obligations occidentales. Comment ne pas songer, dès lors, à la nécessité de développer des liens privilégiés avec tous les Etats qui s'efforcent de pratiquer une politique de non-alignement sur l'un ou l'autre bloc ? La conférence de Bagdad, en 1982, serait une excellente occasion de manifester par notre présence l'intérêt que la France porte à la multipolarité du monde actuel.

Etre un « *proche allié* » des Etats Unis et défendre les valeurs essentielles de la civilisation occidentale ne signifient point que la France abdique de son droit à l'indépendance et de ses obligations envers les peuples du tiers monde.

Edouard BAILBY



La construction de l'A-320 créera des milliers d'emplois

Le 34e Salon aéronautique du Bourget, qui a lieu tous les deux ans et qui est le plus grand du monde, ouvrait ses portes vendredi, inauguré officiellement par le président de la République.

Airbus Industrie a profité de l'importance de cette manifestation pour annoncer le lancement du programme du mini Airbus A-320, tant attendu des salariés de l'aéronautique. Il assurera en effet la création de milliers d'emplois. (Voir page 6)

Socialistes et communistes d'accord pour ne pas cacher les désaccords

(PAGE 3)

IL Y A DIX ANS, JEAN VILAR

(PAGE 13)

Ben Salah, n° 1 de l'opposition tunisienne :

«NOUS VOULONS D'ABORD L'AMNISTIE»

(PAGE 7)

Double Transat

L'Atlantique dessus et au-dessus

(PAGE 11)

Roland-Garros

DUR REVERS POUR EVERT

(PAGE 12)

LETTRES OUVERTES

LES PETITES ANNONCES DE Combat

Tarif annonces classées

- Offres d'emploi : forfait 4 lignes ..... 75 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 25 F TTC
- Demandes d'emploi : forfait 4 lignes ..... 35 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 15 F TTC
- Immobilier, automobiles et divers :
  forfait 5 lignes ..... 100 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 25 F TTC

La ligne comprend 32 lettres, signes ou espaces.

Pour toute annonce, prière de bien vouloir adresser le texte accompagné de votre règlement (chèque bancaire, postal) à : *Combat socialiste* P.A., 10, rue de Solférino, 75007 Paris.

IMMOBILIER

Loue jolie maison campagne pour 4 personnes, tout confort, près forêt, dans bourg Orne, pour juin : 1.600 F, 380.41.88.

Vends 1 P. cuisine, Porte de CLichy, plein soleil, 70 000 F, 380.41.88.

Vends 18e, très beau 3 pièces, confort, vue soleil, 350 000 F, 380.41.88.

VINS

Vins d'Alsace. Viticulteur adhérent, militant actif PS depuis 1975, propose ses vins, récolte 79, expédition ou enlèvement domicile : Meyer Gérard, 67650 Blienschwiller n° 25.

OFFRES D'EMPLOI

La ville de Montgeron recrute pour le 1er juillet un (une) employé (ée) de bibliothèque, formation technique ou pratique souhaitée. Envoyer CV à M. le Maire, 91230 Montgeron.

Service culturel municipal cherche animatrice « jeunes » 6 - 12 ans, coordination (quartier, cinéma scolaire), impulsion d'activités et créativités, aptitude à l'organisation, capacité d'analyse, formation CAPASE, expérience professionnelle. Ecrire avec CV à M. le Maire, 91230 Montgeron.

ANALYSTE

Sous la responsabilité du chef de projet, il sera charge de la conception et du suivi de la réalisation d'applications de gestion. Le candidat souhaité a une formation supérieure, trois ans d'expérience et une bonne connaissance de CICS et DL1.

Grand groupe européen recherche :
CHEF DE PROJET

Il a pour mission la conception et la mise en œuvre de systèmes informatiques de gestion. Le candidat souhaité a une formation d'ingénieur et cinq ans au moins d'expérience sur des applications transactionnelles utilisant les bases de données (Mini 6 apprécié).

INGENIEUR DEBUTANT

Vous êtes dégagé des obligations militaires.

Vous êtes un ingénieur formé dans une école :

— à l'informatique industrielle, ou

— à l'informatique de gestion.

Vous avez six mois à un an de pratique de la programmation.

Dans le cadre d'équipes pluridisciplinaires, vous participerez :

— à la conception et à la réalisation d'importants systèmes temps réels (contrôle de processus, télécommunications, simulateurs), ou

— au développement d'applications de gestion (bases de données, transactionnel).

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite à J. Hajage, Séma-Sélection, Centre Metra, 16-18, rue Barbès, 92126 Montrouge.

Ville de La Roche-sur-Yon (Vendée), 50 000 h., recrute, à compter du 1er octobre 1981, un directeur des services administratifs ou un attaché expérimenté. (Connaissances comptables et analyse financière indispensables) afin d'assurer l'encadrement des services financiers de la ville (budget, comptabilité, salaires et traitements).

La direction est équipée en moyens informatiques. Candidatures à adresser à M. le Maire, service du personnel, avant le 31 août 1981.

Météo



Prévisions météorologiques pour la journée de vendredi :

Au nord d'une ligne La Rochelle-Metz, le temps sera généralement très nuageux avec de petites pluies éparses. Le vent sera modéré de sud-ouest.

Ailleurs, après dissipation des brumes matinales, le temps sera souvent ensoleillé. Toutefois, près de l'Atlantique, les nuages deviendront nombreux en fin de journée.

Températures minimales relevées sous abri dans la nuit de jeudi à vendredi .

Des symboles

Il est légitime d'accorder à un gouvernement quel qu'il soit un « délai de grâce », mais il est parfois urgent d'attirer l'attention sur des faits qui, s'ils paraissent anodins, peuvent constituer l'annonce d'une dénaturation inconsciente des idées professées.

La constitution du premier gouvernement Mauroy et des cabinets ministériels en offre l'exemple. Alors que l'avenir des jeunes constitue l'une des préoccupations essentielles de la gauche, on constate avec surprise qu'il y a peu de ministres ou de secrétaires d'Etat âgés de moins de quarante ans. La nomination à de telles fonctions ne doit pas seulement constituer la récompense d'une longue carrière politique, mais elle doit tenir compte des courants de pensée inhérents à l'âge. Il y a quelques années, les Finlandais ont apprécié la nomination d'un ministre de l'Education âgé de vingt-sept ans.

En outre, si les femmes semblent représentées dans une proportion correcte au gouvernement, il n'en est pas de même dans les cabinets ministériels, où elles ne sont pas légion, et l'on note même avec étonnement que le directeur de cabinet du ministre des Droits de la femme est... un homme!

Il est difficile de croire que les femmes ne peuvent être que ministres ou ménagères.

Cette sous-représentation des femmes comme conseiller technique contraste avec la nomination pléthorique d'énarques, dont le mode de recrutement et la formation ont souvent été décriés par les partis de gauche. S'il n'est pas contestable que l'Ecole nationale d'administration (ENA) forme des cadres de valeur, en revanche ceux-ci ne constituent qu'une infime partie des diplômés de l'enseignement supérieur. Ces derniers ne doivent pas non plus avoir un monopole (de fait) d'accès à la haute administration. Les conseils d'un cultivateur peuvent être plus utiles au ministre de l'Agriculture que ceux donnés par un économiste chevronné.

Ces considérations n'ont d'importance qu'en tant qu'elles concernent des symboles auxquels le président de la République est attaché.

Roger RÉZENTHEL
Hauts-de-Seine

L'alliance du socialisme et de la liberté

Il y avait une signification profonde dans chaque paragraphe du discours de Mitterrand à l'Elysée, le 21 mai.

La réalisation de la « nouvelle alliance du socialisme et de la liberté » c'est la réponse qu'attend l'humanité, coincée entre un système social fondé sur l'exploitation du travail d'autrui, dont la loi fondamentale est le profit, qui incite à la consommation en même temps qu'il engendre la misère, qui tyrannise et tue au nom de la liberté et d'un autre système qui abolit la propriété privée des moyens de production mais n'abolit pas les rapports sociaux de domination qui y sont liés, et qui promet le royaume de la liberté à la fin d'un interminable chemin de croissance économique.

Le capitalisme, sous la forme de « démocratie libérale » ou de dictature à visage découvert, s'est montré incapable de résoudre les problèmes essentiels de l'humanité : la faim, les maladies, l'analphabétisme, le chômage, et a aussi démontré être un système où le mirage de la liberté cache des formes variées d'aliénation. Pour parvenir au bien-être de la majorité et à la liberté, il est donc indispensable de rompre avec le capitalisme. Mais l'organisation de la société en fonction du profit doit être supplantée par la gestion démocratique visant l'homme et pas par la planification bureaucratique productiviste, qui mène la société à une nouvelle impasse.

La rupture avec le capitalisme est alors une condition préalable à la liberté, mais pas suffisante : « C'est tout un peuple qui doit se sentir appelé à exercer les pouvoirs », qui doit participer aux décisions, qui doit déterminer ses besoins et les moyens de les satisfaire, qui doit cesser d'être l'objet pour devenir le sujet de l'histoire.

Socialisme et liberté ne sont pas incompatibles mais au contraire sont inséparables : il n'y a pas de liberté sans socialisme et il n'y a pas non plus de socialisme sans liberté.

Alejandro TEITELBAUM
Ain

Le bout de la réforme Haby

Tout le monde connaît l'importance abusive des mathématiques pour la réussite et l'orientation des élèves en second cycle.

La réforme Haby atteint cette année la fin du premier cycle. Les élèves qui entreront en seconde en septembre sont ceux qui l'ont subie. Ces classes seront indifférenciées, c'est-à-dire que les sections A (littéraires), B (économiques) et C (scientifiques) n'existeront plus officiellement.

Deux solutions sont offertes aux responsables des établissements :

— Recréer des classes scientifiques et des classes qui ne le sont pas en s'appuyant sur un argument : approfondissement ou soutien.

— Créer des classes hétérogènes où les meilleurs scientifiques côtoieront les moins bons dans des classes surchargées (jusqu'à 40 par classe).

L'organisation des classes de seconde ne prévoit aucun allègement d'effectifs et conduira sans doute, surtout dans les petits lycées, à des aggravations. Le programme qui a été adopté est très lourd pour un horaire réduit (4 heures hebdomadaires par classe, dont une seule dédoublée).

Tout changement visant à centrer l'enseignement des mathématiques sur l'activité des élèves, comme il l'est demandé et comme le souhaitent les enseignements, devient impossible. Aussi demandent-ils :

— Que les programmes de première et de terminale, très ambitieux, encyclopédique et d'une ampleur démesurée, ne soient pas adoptés.

— Une réduction, dans un premier temps, des effectifs à trente élèves maximum par classe pour tout le second cycle, ainsi que des allègements substantiels des programmes.

— Que soit prévue aux emplois du temps une heure dédoublée au moins pour chaque classe en ce qui concerne l'enseignement de cette discipline.

Alain POMIROL
Gironde

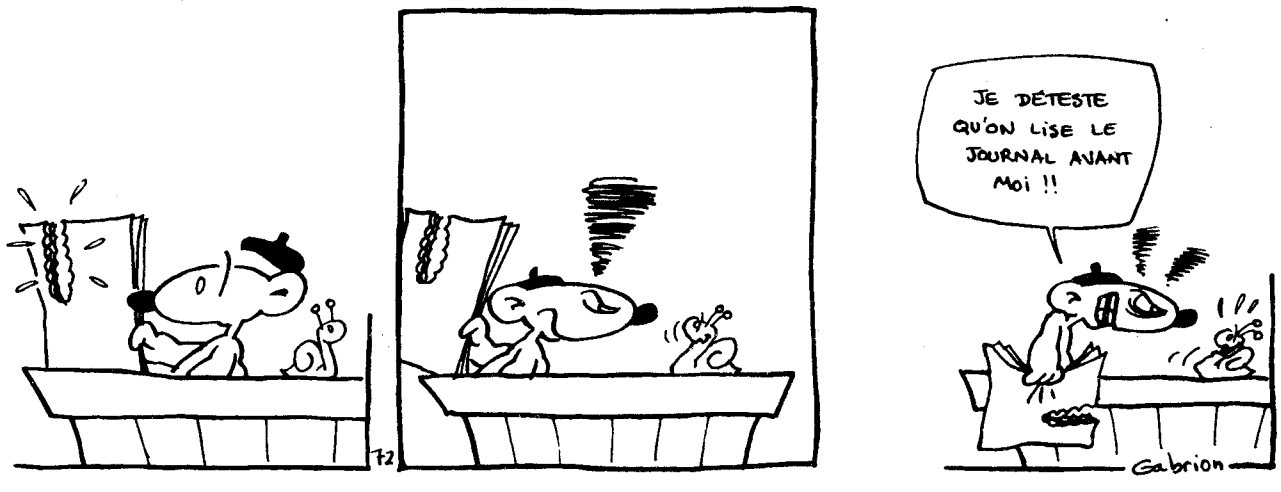
arrière-pays niçois *au pied du Mont-Vial*

Les Clos REVEST LES ROCHES Alt : 800m
NICE 40 km.

STUDIOS à partir de 190.000 F
2 PIECES à partir de 212.000 F
MAS de **3** et **4** pièces avec **Jardin**

Je désire recevoir une documentation, sans engagement de ma part :
NOM : ..... Tél. : .....
ADRESSE : .....
RETOURNER à : A.D.I.C. s.a. PROMOTION
31, av. Jean-Médecin, 06000 NICE, tél. 88.50.06

Rat-le-bol



ACCORDS CONCLUS ENTRE LES FORCES DE GAUCHE

Pour une majorité cohérente et durable

Les délégations du PS et du PCF, conduites par Lionel Jospin et Georges Marchais, ont conclu jeudi 4 juin un accord politique visant à assurer l'élection *« d'une majorité cohérente et durable »* en se désistant pour le candidat de gauche.

La déclaration commune publiée à l'issue de la rencontre — et c'est là le fait le plus marquant — réaffirme par ailleurs la solidarité nécessaire dans les mlunicipalités d'union de la gauche et ouvre implicitement sur un accord qui engageait le PS et le PCF à mener une et une seule politique après les élections législatives.

Après avoir dressé un constat de leurs désaccords, parmi lesquels le rythme de croissance, les nationalisations et la politique étrangère et de leurs *«nombreuses convergences »* sur les mesures sociales *« immédiates et à long terme »*, les deux partis sont convenus de se rencontrer à nouveau au lendemain du premier tour pour mettre en œuvre ce désistement. Auparavant le Parti socialiste a signé avec le PSU et le Mouvement des radicaux de gauche un accord par lequel ces deux composantes de la nouvelle majorité *« font « leurs » les grandes options proposées dans sa campagne par le président de la République »*.

Pas d'accord de gouvernement. Dès le début des négociations, les socialistes ont clairement annoncé leur volonté de refuser un accord bâclé, qui rappellerait celui de la gauche, entre les deux tours des législatives, en mars 1978. On n'efface pas trois ans et demi d'attaques et de polémiques en concluant en trois jours un accord de gouvernement. Le PS a préféré se présenter devant les électeurs avec un projet distinct. Nul doute que les responsables communistes voulaient aller beaucoup plus loin.

Une porte a cependant été laissée ouverte : après l'élection d'une majorité parlementaire de gauche, *« une nouvelle rencontre s'imposera »*. Georges Marchais pouvait ainsi déclarer, *« c'est un pas en avant important »* et Charles Fiterman parler de *« l'amorce d'un processus »*. Le président de la République et le premier ministre gardent entière leur liberté de décision pour l'éventuelle participation de communistes au gouvernement.

B. D.

PS-PCF

La déclaration commune

« L'ÉLECTION de François Mitterrand à la présidence de la République a été un événement de très grande importance, ressenti comme tel en France même et bien au-delà de nos frontières.

Il est le résultat d'une puissante volonté unitaire à laquelle les deux Partis avec les autres composantes du mouvement populaire ont contribué. Il a profondément modifié les données de la politique française et fait lever une grande espérance dans notre pays.

C'est avec la volonté de répondre à cette espérance que le Parti socialiste et le Parti communiste français ont engagé les discussions, qui ont porté sur l'ensemble des problèmes de la vie nationale. Ces discussions ont pris en compte la personnalité propre de chaque parti à laquelle les uns et les autres sont légitimement attachés. Elles ont confirmé qu'entre les deux Partis existent des désaccords sur un certain nombre de questions à propos desquels ils sont convenus d'approfondir les discussions.

En même temps, elles ont vérifié l'existence de nombreuses convergences portant notamment sur l'adoption de mesures immédiates et à long terme contre le chômage et pour la création d'emplois et la formation en faveur des jeunes; la réduction progressive à trente-cinq heures sans diminution de salaires de la durée hebdomadaire du travail par la négociation; l'amélioration des conditions de travail et la stabilité de l'emploi; la cinquième semaine de congés payés, l'abaissement de l'âge ouvrant droit à la retraite; l'augmentation du SMIC, des allocations familiales, du minimum vieillesse, de l'allocation aux handicapés, des retraites et pensions; la garantie et l'amélioration des revenus des exploitations familiales agricoles; la relance du logement social; la démocratisation de la Sécurité sociale; l'arrêt des coups portés à l'école; la garantie des libertés syndicales et politiques, l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise, la suppression des discriminations frappant les femmes, les jeunes, les travailleurs immigrés; la démocratisation du secteur public; le développement des libertés; la représentation proportionnelle; l'élection au suffrage universel des assemblées régionales; la décentralisation des pouvoirs; le soutien à l'action de la France pour la paix et le désarmement, dans le respect de ses alliances.

C'est pourquoi au stade actuel, le Parti socialiste et le Parti communiste se sont dores et déjà mis d'accord pour confirmer et conforter la victoire du 10 mai en développant leur coopération, en particulier là où ils ont été placés pour gérer ensemble les affaires publiques, et naturellement en décidant, pour le second tour des élections législatives, le désistement en faveur du candidat de gauche placé en tête par le suffrage universel; les deux partis se rencontreront au lendemain du premier tour pour la mise en œuvre de ce désistement.

Ainsi sera rendu possible une grande victoire aux élections à l'Assemblée nationale, les 14 et 21 juin prochain. Ainsi seront créées les conditions qui permettront la constitution d'une majorité cohérente et durable décidée à tout mettre en œuvre pour participer à l'application de la politique nouvelle qu'ont choisie les Françaises et les Français en élisant François Mitterrand à la présidence de la République.

A partir de là, une nouvelle encontre s'imposera.



PS / PSU / MRG

Engagés pour une même politique

LE Parti socialiste, le PSU et le MRG s'engagent, dans un texte rendu public jeudi, *« à appliquer dans toutes les circonscriptions et sans exception la règle du désistement automatique et réciproque ». « La majorité parlementaire soutenant le président de la République prendra après le 21 juin toutes ses responsabilités pour l'application de cette politique. Il reviendra au président de la République et au premier ministre d'en tirer toutes les conclusions au plan gouvernemental. »*

Les trois partis se sont accordés pour développer un certain nombre d'options économiques et sociales, le SMIG, les nationalisations, les trente-cinq heures.

Dans le domaine politique, ils affirment leur volonté d'instaurer un véritable pluralisme politique en instituant un système électoral assurant *« une juste représentation proportionnelle de tous les courants au plan national, régional et municipal »*. Ils demandent la garantie des droits de l'opposition à travers les media et le *« respect du Parlement »*.

En matière de politique extérieure, les trois partis réaffirment le principe de *« non ingérence et de non intervention entre les états »*, condamnent la présence des troupes soviétiques en Afghanistan, demandent la reconnaissance de la pleine souveraineté de la Pologne et souhaitent une négociation sur la limitation des armements en Europe. Ils approuvent le processus de paix de Camp David et mettent en avant leur solidarité avec le tiers monde.

• **François Mitterrand** a renoncé aux poursuites qu'il avait engagées pendant la campagne présidentielle contre le centre d'information civique après la publication par cet organisme d'une page publicitaire dans différents journaux.

L'état de grâce dans les sondages

74 % des Français font confiance à Mitterrand

LES Français font confiance à François Mitterrand. En effet, selon le baromètre SOFRES-*Figaro Magazine* du mois de juin, sondage réalisé du 23 au 26 mai auprès d'un échantillon national de mille personnes en âge de voter, 74 % des Français font confiance au président de la République pour résoudre les problèmes qui se posent actuellement en France. D'autre part, 71 % des personnes interrogées font confiance à Pierre Mauroy. Dans le classement des personnalités de gauche, le premier ministre arrive en tête avec 74 %, Michel Rocard obtient 73 % et Georges Marchais 29 %. Du côté de l'ex-majorité, c'est Simone Veil qui reste en tête avec 39 %, suivie de Jacques Chirac avec 37 %, Valéry Giscard d'Estaing avec 33 %, Marie-France Garaud est en queue de liste avec 17 %.

Majorité absolue pour le PS

LE groupe socialiste (PS et MRG) pourrait disposer de 248 sièges, soit deux de plus que la majorité absolue, à l'Assemblée nationale, selon une projection de l'Institut Louis Harris-France faite à partir d'un sondage diffusé cette semaine par l'*Express*.

Le sondage, sur lequel s'appuie cette étude, confirme pour sa part les tendances notées par d'autres récentes enquêtes d'opinion : la gauche obtiendrait une nette majorité absolue des intentions de vote (54 %), le PS progressant considérablement.

Le PS, selon ce sondage, recueille 32 % des intentions de vote, le PC 17 %, le PSU et l'extrême gauche 2,5 %. Les radicaux de gauche 1,5 % et les divers gauche 1 %.

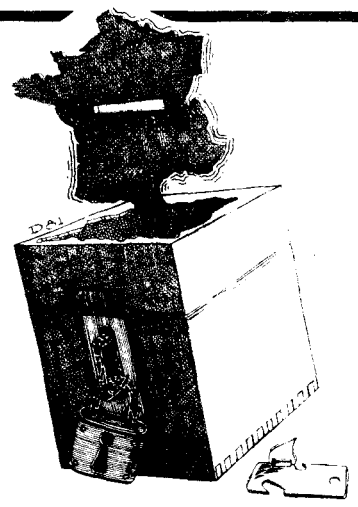
La majorité parlementaire sortante obtient 44 % des intentions de vote (23 % pour le RPR, 18 % pour l'UDF, 2 % pour les modérés et 1 % pour les divers droite et l'extrême droite.

Les candidats écologistes sont crédités de 2 % des intentions de vote.

62 % des personnes interrogées sont par ailleurs, selon cette enquête, « plutôt » ou « très » satisfaites que Pierre Mauroy exerce les fonctions de premier ministre. 14 % seulement des personnes interrogées expriment un avis négatif.

Une majorité absolue des personnes interrogées (54 % contre 40 %) estiment « tout-à-fait » ou « plutôt acceptable » la nomination de deux ou trois ministres communistes dans un gouvernement comprenant pour l'essentiel des ministres socialistes et radicaux de gauche.

Ce sondsage a été réalisé les 27, 29 et 30 mai auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française en âge de voter.



François Loncle, MRG, dans l'Eure

Cent vingt-deux voix à reconquérir pour un parent proche



François Loncle, journaliste à l'ORTF de 1965 à 1968, puis attaché de presse de la CFDT, est actuellement assistant parlementaire du sénateur radical Billères. Il est également un des treize membres du MRG à se présenter sous l'étiquette socialiste et MRG. Co-fondateur de ce mouvement dont il est le secrétaire national jusqu'en juin dernier, il se définit comme un mitterrandiste de toujours. « *Je n'ai pas cessé de lutter*, dit-il, *pour le rassemblement des socialistes et des radicaux. J'ai notamment soutenu la candidature de Michel Crépeau à la tête du MRG. Il me semblait l'un des plus capables d'assurer le maintien à gauche du MRG.* »

A la dernière présidentielle, François Loncle fait partie de la minorité opposée à une candidature radicale socialiste. Les prises de positions, sa notoriété politique, sa candidature en 1978 dans la même circonscription — la troisième de l'Eure —, soutenue par le PS, font de lui un bon candidat de gauche.

Aidé d'un suppléant socialiste, trésorier fédéral, il a rallié toute la gauche non communiste de la circonscription.

Une gauche que son score à la présidentielle désigne — 53,9 % des voix — comme la gagnante probable du scrutin à venir.

Aux législatives de 1978, déjà, le score avait été serré. Très serré même, puisque le député sortant, M. Rémy Montagne, UDF, n'avait été réélu qu'avec 122 voix d'avance. C'est en 1958 que ce notable est élu pour la première fois député de l'Eure, dans une circonscription qui vient d'être « *redécoupée* ». Les deux cantons ruraux récemment ajoutés vont permettre la victoire de la droite... et l'éviction de Pierre Mendès-France, qui fut pendant vingt-six ans député de Louviers.

En 1978, cependant, Rémy Montagne est en perte de vitesse. Son suppléant, P. Pontet, vice-président des clubs Perspective et Réalités, offre, par contre, l'image d'un homme « *neuf et fort* ». L'année dernière, Rémy Montagne est opportunément nommé secrétaire d'Etat aux handicapés physiques. P. Pontet devient donc député et c'est donc lui qui, aujourd'hui, affronte François Loncle. Un adversaire qui ne peut guère mettre en avant, par les temps qui courent, son titre de chef de campagne de Valéry Giscard d'Estaing !

François Loncle, par contre, fera comme tous les candidats de gauche, campagne sur la nécessité de donner une majorité à la France.

Apparentés : s'allier pour exister

Apparenter : « *donner à quelqu'un des parents une alliance* » dit le *petit Larousse*. En matière politique, la formule est heureuse. L'apparenteent en effeet d'une petite formation avec un grand parti évoque assez bien, par delà l'alliance, les difficultés et les joies de tous les liens familiaux et tutélaires.

Besoin de la force paternelle et Œdipe parfois vilent pour cette force qui les lamine, les apparentés connaissent la dure loi des minoritaires. Choix obligatoire qu'ils doivent résoudre soit avant, soit après les élections législatives.

Choix antérieur, c'est le cas du MRG, du PSU et des Gaullistes de gauche à qui le mode de scrutin actuel interdit tut espoir de siéger à l'Assemblée nationale sans un accord avec le Parti socialiste. choix postérieur, ce fut et ce sera peut-être le cas, d'un cetain nombre de députés sans étiquettes élus sur des critères personnels qui furent obligés de rejoindre le parti giscardien de 1974 au Palais Bourbon pour pouvoir accéder à tous les travaux parlementaires.

Pour le Parti socialiste qui va présenter 17 apparentés : 13 MRG, 2 gaullistes de gauche, 1 PSU et 1 « Choisir », l'objectif est double. Il s'agit d'une part d'élargir son assiette électorale, et d'ancrer à ses côtés des marges qu'il pourrait difficilement intégrer en son sein sans remettre en cause son équilibre interne.

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION DE PARIS

Le PS soutient Pierre Dabezies,

DUEL à suivre avec attention à Paris, dans la deuxième circonscription (2e et 3es arrondissements), où le Parti socialiste soutient Pierre Dabezies, gaulliste de gauche, de la Fédération républicaine de progrès, qui affronte Jacques Dominatti, un des barons du giscardisme, abandonné par son propre suppléant, Abel Thomas, passé à gauche, alors que le Parti communiste présente Claude Quin.

Conseiller de Paris, ancien militaire puis professeur de droit, Pierre Dabezies est un gaulliste traditionnel pour lequel les idées passent avant la personne même du général De Gaulle. Il s'attache au courant populaire, aux principes de l'Etat, à la participation du peuple au pouvoir et estime que ces fondements du gaullisme ont été démantelés lorsque le mouvement s'est allié à droite avec le giscardisme

Par contre, en favorisant la décentralisation, la participation, la justice sociale, Pierre Dabezies s'est retrouvé avec son mouvement, plus proche de la gauche et des socialistes, et notamment de ce qu'il appelle « *la gauche jacobine* », qu'il apparente au CERES.

Sa démarche, toutefois, a donnu des vicissitudes.

Pierre Dabezies s'était déjà allié avec la gauche contre le giscardisme.

Pourtant, lors de la campagne de la présidentielle de mai dernier, observant la très nette opposition manifestée par Jacques Chirac envers le président sortant, Pierre Dabezies a voté Jacques Chirac au premier tour. Après le revirement de celui-ci, Pierre Dabezies a soutenu François Mitterrand au second tour.

« *Position intellectuelle, mais pas opératoire, et pas toujours bien comprise par la base du PS, où certains me reprochent de soutenir maintenant François Mitterrand parce que les socialistes ont gagné*, dit-il, *mais au sommet du PS, le gaullisme de gauche est bien perçu et le soutien qu'on m'apporte est total.* »

Avec Claude Quin du PC, il aura la tâche d'éliminer un des bastions de la



droite dans la capitale : Jacques Dominatti, bien implanté depuis longtemps dans la circonscription, reflet fidèle d'un giscardisme que bon nombre de gaullistes détestent, et qui mène contre Pierre Dabezies une campagne diffamatoire auprès de l'électorat juif, prétendant qu'il est pro-arabe, anti-juif et contre Israël.

Francis DOUGLAS

HUGUETTE BOUCHARDEAU, PSU, DANS LA LOIRE

«Sa victoire sera la nôtre»



DANS cette première circonscription de la Loire (Saint-Etienne-Nord, la Talaudière, Saint-Genest-Lerpt, Saint-Jean bonnefonds) circonscriptions réservée par le Parti socialiste, Huguette Bouchardeau se sent particulièrement à l'aise. Elle souligne d'abord le rassemblement « *assez rare en France* » autour de sa candidature. Dans une lettre publiée par *le Stéphanois*, périodique local du PS, Michel Crepeau écrit « *avoir retrouvé dans son langage bien des convergences avec notre message humaniste.* »

Il estime que « *sa présence au parlement honorerait l'ensemble de la gauche* » et conclue « *sa victoire sera aussi la notre.* » Quant aux écologistes qui présentaient un cnadidat en 1978, ils ont, par décision départementale, choisi de ne pas s'opposer à elle ; un soutien même plus officiel serait annoncé dans les jours prochains.

Si certains voulaient s'interroger sur le ton de la campagne de cette apparentée célèbre, secrétaire nationale du PSU, la réponse est venue sans tarder d'autant plus spontanément qu'Huguette Bouchardeau se reconnait dans les permières mesures du gouvernement. Il apparait évident que les volontés de suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, de la centrale de Plogoff, des projets du Larzac, de l'expulsion des immigrés..., élimine tout inconfort ou anbiguité dans sa position « *je mets beaucoup l'accent,* ajoute-t-elle, *sur les thèmes que nous avons à accomplir ensemble.* »

Ensemble, un des mots qui revient souvent dans sa bouche avec la certitude de ne pas renier des thèmes proprement originaux du PSU. Si Huguette Bouchardeau prône un socialisme décentralisé et autogéré, si elle n'oublie pas qu'en cas de victiore elle aura à mener d'autres batailles « *l'extension de la proportionnelle par exemple* » elle fait campagne pour l'instant avec son suppléant Etienne Chovet, adjint au maire PS, et ancien secrétaire départemental de la CFDT.

Sur son cahier d'écolier, toujours dans son sac, elle a inscrit quelques chiffres rappelant les caractéristiques de sa circonscription qui le 10 mai dernier votait François Mitterrand à 53,7 % ocntre 46,92 % pour Giscard.

Pour sa part, le PCF est représenté par Paul Chomat, permier adjoint, et le maire Joseph Sanguedolce qui a choisi de n'être que suppléant, comme s'il préférait une certaine prudence, Huguette Bouchardeau y voit là un aveu prometteur qui indiquerait qu'au deuxième tour elle serait bien présente face à Michel Durafour (UDF), ex-maire pendant douze ans, ex-ministre du Travail. On n'oublie pas la dégradation de Manufrance, et la gestion positive de la municipalité de la gauche rend dérisoire le recours aux épouvantails classiques, Huguette Bouchardeau se sent pleinement chez elle.

Bien sûr à cause de sa naissance ici à Sainbt-Etienne qu'elle habite depuis toujours, mais aussi parce qu'aujurdhui tous les passants ou automobilistes d'emblée la reconnaissent. A ce titre, la récente campagne à la télévision, et son image personnelle représnete un atuot précieux.

Bruno ALLIX

Querelles de chiffres autour du SMIC

Le SMIC est relevé de 10 %. Quelle est l'ardoise pour les entreprises ? 1 % de la masse salariale, chiffre de Matignon, ou 4 % comme le prétend le CNPF ? Tout dépend des hypothèses de départ.

LA hausse de 10 % du SMIC, c'est 60 milliards, soit 4 % de la masse salariale à sortir en plus, selon le CNPF. A Matignon aussi, on a fait ses calculs, et l'on chiffre l'ardoise à payer par les entreprises aux alentours de 1 % de la masse salariale.

Entre les deux, les estimations des syndicats, dont celle de la CFDT. En fait, chacun calcule à partir de ses hypothèses.

Ainsi, le CNPF. La centrale patronale s'est donnée 24 heures pour réagir sur les décisions prises en conseil des ministres. Elle s'est interrogée longuement sur l'interprétation à donner à la petite phrase du communiqué qui annonçait un allègement des charges sociales (voir *Combat socialiste* du 4 juin). En dépit d'un mode de compensation plutôt généreux, le CNPF maintient son estimation de 60 milliards et ajoute au passage qu'en allégeant les cotisations patronales, le gouvernement reconnaît donc que les entreprises ne sont pas en mesure de supporter un quelconque accroissement de celles-ci.

Mais d'où vient ce chiffre de 60 milliards ? D'un calcul patronal, qui estime que la grande majorité des salariés sera concernée par le relèvement du SMIC. Les patrons tablent, en effet, sur une répercussion de la hausse jusqu'à trois fois le SMIC, c'est-à-dire jusqu'à 6 000 francs. La CFDT, elle, fait un autre, ou plutôt trois autres calculs. Tout dépend de la base statistique. Si l'on se fonde sur la courbe de répartition des salaires tirée de l'enquête annuelle de l'INSEE de 1975, et réactualisée, et sur une répercussion de la hausse du SMIC jusqu'à une hauteur de une fois et demie son montant, le relèvement annoncé du SMIC accroît la masse salariale de 2 %. Mais si l'on prend la courbe de répartition des salaires de 1977, dans laquelle l'INSEE a éliminé les faux bas salaires, l'effet sur la masse salariale n'est plus que de 1 %. Enfin, si l'on s'appuie sur le modèle METRIC, qui donne un taux moyen de salaire ouvrier, l'effet n'est plus que de 0,3 %, soit un surcroît de masse salariale entre cinq et cinq milliards et demi.

Ainsi, le surcroît salarial pour les entreprises se promène, selon les hypothèses de départ, entre cinq et onze milliards. Pour les six mois restant à courir d'ici la fin de l'année, les entreprises devront débourser moitié moins, c'est-à-dire entre deux milliards et demi et cinq milliards et demi. Et ceci en dehors de toute mesure de compensation des charges décidées par le Conseil des ministres : leur impact est trop délicat à chiffrer pour qu'aucune des parties avance un chiffre.

Précisons seulement que pour un smicard, l'allègement fera faire à l'employeur, alors même que le salaire qu'il verse augmente, une économie de 76 francs sur les charges qui tombent, chaque mois, pour un salaire égal au SMIC dans les caisses de la Sécurité sociale. Alors qu'en l'absence de telles mesures, il aurait eu à débourser 116 francs de plus.

Enfin, à Matignon, où l'on prend comme base de départ une répercussion du SMIC jusqu'à 4 400 francs environ, on chiffre — en dehors de l'impact de l'allègement des cotisations — à 2 % le coût induit pour les entreprises de la hausse du SMIC.

Quant aux autres mesures, minimum vieillesse, et allocations diverses, elles coûteront, avec leurs effets en cascade, aux caisses de Sécurité sociale, la somme de 4 820 millions.

Catherine MAUSSION

Les responsables agricoles rassurés



Les syndicats agricoles reçus à l'Elysée : « *Nous faisons confiance au président pour tenir ses engagements.* »

« *LA conversation a été franche, loyale et approfondie sur l'ensemble des problèmes agricoles* », a déclaré François Guillaume, président de la FNSEA, en sortant jeudi de l'Elysée, où François Mitterrand reçevait les quatre organisations agricoles officielles.
vait les quatre organisations agricoles officielles.

Selon François Guillaume, le président de la République a indiqué qu'il respecterait les engagements du précédent gouvernement pour le maintien du revenu agricole. Le leader de la FNSEA a estimé qu'un milliard de centimes (500 millions pour l'élevage, 500 millions pour les fruits et légumes), restait à distribuer au titre des compensations de revenus pour 1980.

François Miterrand s'est également engagé, a déclaré François Guillaume, à faire appliquer à la production, les hausses de prix décidés à Bruxelles, notamment en matière laitière.

« *Le président de la République appliquera son programme en particulier dans le domaine foncier, mais cela nécessitera des mesures législatives* », a estimé pour sa part Louis Perrin, président de l'APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture). Michel Fau, président du CNJA, a lui trouvé les propos du président « *réalistes* ».

François Mitterrand a par ailluers fixé des objectifs au Crédit agricole

Les assurances de François Mitterrand semblent avoir inspiré une certaine confiance aux responsables agricoles.

FO-PTT au bout du fil

Emploi, durée du travail, évolution technologique... Claude Pitous, secrétaire général de FO-PTT, a ouvert pour *Combat socialiste* les dossiers qui seront à l'ordre du jour, tant des négociations avec Xavier Méxandeau, nouveau ministre des PTT, que du prochain congrès de cette Fédération (du 16 au 20 juin à la Mutualité).

« *NOUS ne demanderons pas tout de suite.* » La position revendicative de Claude Pitous reste très mesurée, dans la ligne actuelle de Bergeron, au nom d'un « *certain réalisme syndical* ».

Reçue en audience mercredi dernier par le ministre, la délégation FO, conduite par Claude Pitous, a proposé un programme d'urgence en quatre points :

— Abolir en priorité les décisions négatives prises par le précédent ministère. Clarifier les statuts d'emplois, notamment les structures de zones. Interpeller le ministre sur les créations d'emplois prevus dans la fonction publique (15 000 annoncés pour les PTT) qui permettraient de combler les 1 % de vacance actuelle. Selon FO, 6 000 emplois pourraient d'ores et déjà être attribués aux personnes reçues depuis un an aux concours.

— Harmoniser les horaires dans cette administration et ce, dans la perspective des trente-cinq heures. Enfin, demander du ministre une position de principe sur les conséquences de l'évolution technologique dans les PTT, notamment en ce qui concerne la politique de filialisation des entreprises privées, semi-privées ou publiques, ainsi que l'avenir des secteurs nationalisés (Thomson ou la CGE par exemple).

Dans la perspective du congrès et des législatives, Claude Pitous a réaffirmé, pour les PTT, la position plus générale de FO : « *Ne pas demander la lune, attendre la formation du gouvernement définitif et ne pas changer de stratégie revendicative malgré la nouvelle donne politique.* » Toutefois, le secrétaire général note un changement de « tonalité » évident dans le contexte actuel : « *Nous avons le sentiment que les gens ne seront plus considérés comme des robots, mais comme des hommes.* »

Michel RIVIERE

Les patrons multiplient les suppressions d'emplois

La liste demandée par François Mitterrand des entreprises en difficultés ainsi que le recensement des licenciements économiques survenus depuis le 10 mai s'allongent rapidement.

QUATRE-CENT-UNE suppressions d'emploi ont ainsi été confirmées chez Hachette dont l'absorption par Matra pose quelques difficultés au groupe de Jean-Luc Lagardère. « *La situation est difficile dans le livre, mauvaise dans la distribution et bonne dans la presse* », a constaté Yves Sabouret, directeur de la division librairie.

Les 401 suppressions d'emploi annoncées lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise toucheraient 115 employés, 59 agents de maîtrise et techniciens et 115 cadres des établissements parisiens, 61 salariés du centre de Maurepas ainsi que 51 personnes employées dans les centres régionaux de distribution du Livre. Ces licenciements qui interviendraient à la mi-octobre ont été dénoncés par les organisations syndicales CGT, CFDT et CFTC qui appellaient à une grève et une manifestation au centre de Maurepas le 10 juin, date à laquelle a été convoqué un comité central extraordinaire dans le VI[e] arrondissement.

Dans le Haut-Rhin, ce sont 39 salariés de la société de confection Floral de Soultz qui viennent de recevoir leur lettre de licenciement. L'entreprise avait été mise en liquidation judiciaire à la suite de difficultés financières dues à la faillite de certains clients.

L'unité de production de téléviseurs Thomson à Angers, a décidé de supprimer 300 emplois dès août prochain tandis que l'usine voisine de Saint-Pierre-Montlimart, près de Cholet, verra ses effectifs passer dans le même temps de 750 à 600 salariés.

A Poitiers, la société SOGECAMEC, spécialisée dans la torréfaction, vient de fermer ses portes, entraînant le licenciement de 72 personnes.

Soixante-neuf licenciements viennent également d'être confirmés au comité d'entreprise de la Société européenne des produits réfractaires de Bussac-Forêt, en Charente-Maritime. Déjà, trente-six contrats à durée déterminée n'avaient pas été renouvelés au début de l'année dans cette filiale de Saint-Gobain.

Par ailleurs, dans plusieurs régions, divers mouvements de grève visent à s'opposer à de multiples suppressions d'emploi. Quelque deux cents salariés de l'usine Alsthom-Atlantique de Beaucourt (Territoire-de-Belfort) ont ainsi cessé le travail, jeudi 3 juin, à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour s'opposer à un plan de restructuration prévoyant de nombreux licenciements.

A Lorient, l'ensemble des organisations syndicales des cheminots menacent de se mettre en grève pour protester contre l'annonce de huit suppressions de postes s'ajoutant au 22 annoncées par la direction régionale de la SNCF en gare de Quimper. Les syndicats font aussi état de menaces sur les emplois en gare d'Auray (Morbihan).

Scandale financier en Corrèze

QUINZE industriels et commerçants de plusieurs villes de France ont été inculpés à la suite de détournements financiers portant sur trente millions.

L'affaire a été découvete quand, à la fin 1979, une entreprise de fabrication de meubles de Tulle (Corrèze), le Groupe Martial Corrèze (GMC) a été mise en règlement judiciaire. Le trafic auquel elle se livrait depuis vingt ans portait essentiellement sur des ventes sans factures, des dissimulations de bénéfices et des trucages de bilans.

Le GMC entraînait dans son sillage deux filiales, avait plusieurs succursales à Béziers, Autun et Villejuif et employait mille cent salariés.

Les policiers ont découvert que les propriétaires et dirigeants du groupe possédaient une immense fortune qu'ils n'ont pas encore évaluée avec exactitude (quarante-huit voitures de luxe, neuf bateaux de croisière, des dizaines d'appartements à Paris et dans des villas dans les endroits à la mode).

BREF

• **1 800 000 demandeurs d'emploi** à la fin du mois de mai. C'est le chiffre officieux donné, jeudi par Jean Auroux,

• **Le Japon** a accepté de réduire de 6 % ses exportations automobiles au Canada durant l'exercice fiscal 1981-1982, a annoncé, jeudi 4 juin, à Ottawa, le ministre canadien de l'Industrie. L'accord prévoit que les exportations japonaises au Canada,

L'Airbus A-320: un marché de 2000 appareils

BERNARD Lathière, administrateur-gérant du consortium européen Airbus Industrie a profité de l'ouverture, jeudi, du salon du Bourget pour annoncer le lancement du programme de l'A-320, le nouveau court moyen-courrier Airbus de 150 places qui serait disponible à la fin de 1985.

« *Depuis un an déjà, nous travaillons très sérieusement au projet du petit airbus. Au dernier conseil d'administration d'Airbus Industrie, qui s'est tenu en avril à Séville, nous avons été autorisés à accélérer les études et à proposer aux compagnies des dates de livraison, des ordres des prix et même des contrats. Nous sommes donc les premiers. Tout dépend maintenant non pas du nombre de commandes mais de la qualité des compagnies qui les passaront* » devait préciser Bernard Lathière.

En ce qui concerne le moteur qui équipera ce nouvel avion qui devait remplacer les 727 et les DC-9 et pur lequel le marché mondial serait de l'ordre de 2000 appareils.

Bernard Lathière a indiqué que le rôle d'Airbus n'était pas de vendre tel moteur plutôt qu'un autre (allusion à la rivalité entre la Snecma-General Electric et Pratt et Whitney, Roll Royce n'étant plus dans la course) mais de prendre le premier et meilleur moteur mis au point et disponible.

L'annonce du lancement de l'A-320 est « *un succès de grande portée qui va dans le sens de l'intérêt national* » a estimé de son côté André Sainjon, secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie. On sait que l'ensemble des syndicats réclamaient le lancement d'un tel programme.

Jacques Mitterrand, le président de l'Aérospatiale (SNIAS) et frère du chef del'Etat au cours d'une conférence de presse tenue le même jour également au salon, faisant le bilan de cette entreprise, devait rappeler les bons résultats enregistrés depuis 1978, dans les domaines civil et militaire (118 millions de bénéfices pour l'exercice 1980).

« *L'industrie aérospatiale française et spécialement notre entreprise, sommes condamnés à l'exportation parce que le marché intérieur français est captif et qu'il est hors de question d'envisager de contracter notre capacité industrielle.Il y a en effet une masse critique en dessous de laquelleon ne peut plus exister.Notre capacité de pénétration sur les marchés extérieurs, dans le domaine des produits civils, dépendra des orientations de notre politique étrangère* » a poursuivi le président de la SNIAS.

Et celui-ci de pr + ciser à propos d'une question sur une éventuelle modification de la politique française en matière de vente d'armes : *rien n'a été dit de manière autorisée sur la diminution globale des activités exportatrices des matériels de défense. J'ai cru comprendre cependant que dans le cadre d'une politique à long terme, des orientations pourraient être données pour que les efforts à l'exportation soient modulés.*

Enfin, samedi, Pierre Mauroy, au Salon, présidera un déjeuner professionnel de 4 000 couverts au cours duquel il prononcera un discours

D.F.

LA SOCIETE DES EAUX DU NORD
des techniques et des hommes à votre service

Veiller à la qualité de l'eau
et à son acheminement
jusque chez vous
c'est le rôle
de la Société des Eaux du Nord
24 heures sur 24
ses ingénieurs et ses techniciens
coopèrent étroitement
pour que votre bien-être
dépende d'un simple geste :
tourner un robinet.

SOCIETE DES EAUX DU NORD
6, boulevard Papin - Tel (20) 56 92 13
BP 329 59020 LILLE CEDEX

Il y a quarante-cinq ans... les accords Matignon

« Le début d'une ère nouvelle

Le 3 juin 1981, relèvement du SMIC et de plusieurs prestations sociales. Le 12 juin, lancement des négociations sur la durée du travail. Ce « vent nouveau », qui souffle depuis le 10 mai, rappelle à Pierre Mendès-France celui qui soufflait il y a quarante-cinq ans au moment de la signature de l'accord Matignon.

DANS la nuit du dimanche 7 au lundi 8 juin 1936, à une heure du matin, fut signé à l'hôtel Matignon l'accord du même nom, qui est devenu pour tous « *les accords Matignon* », pour la simple raison qu'il comportait plusieurs textes : un sur les contrats collectifs, un autre sur la désignation des délégués ouvriers et leur mode d'élection, et un troisième sur les augmentations de salaires.

Cet accord, ainsi que les lois sur les congés payés et les contrats collectifs, votées en quelques heures le 11 juin, et celle de la semaine de quarante heures, adoptée le lendemain eurent un immense retentissement en France et en Europe.

Un immense espoir

Sous le slogan, *le Pain, la Paix, la Liberté*, le Front populaire avait remporté les élections législatives, début mai, et fait naître un immense espoir dans les masses ouvrières. Espoir qui se traduisit spontanément en occupation « *sur le tas* » des usines. On a cent fois décrit l'atmosphère de bonne humeur de ces occupations. Mais il faut aussi rappeler que non seulement les ouvriers n'ont pas dégradé les machines, mais qu'ils les entretenaient soigneusement, de même que tous les locaux des usines.

Léon Blum devait se présenter devant la Chambre des députés le samedi 6. Dès le vendredi 5, à 10 heures du soir, à leur initiative, R.-P. Duchemin, président de la Confédération générale de la production française (CGPF), Richemond, président du groupe des industries métallurgiques de la région parisienne, Dalbouze, président de la Chambre de commerce de Paris, et Lambert-Ribot, délégué du Comité des forges, sont reçus au domicile du chef du gouvernement.

Les patrons font part de leur inquiétude devant la poursuite des occupations. Léon Blum leur annonce qu'il déposera le lendemain, à la Chambre, dès l'investiture obtenue, une série de projets de lois instituant le régime des contrats collectifs, les congés payés et les quarante heures, ce qui réduisait à la question des salaires le problème immédiat à résoudre. Blum recommande une rencontre entre la CGPF et la CGT. Un nouveau rendez-vous est pris pour le dimanche 7 juin à 11 heures.

Convoqués par pneumatiques, les membres du Conseil central de la CGPF se retrouvent le samedi 6 juin à 15 heures, au moment même où Léon Blum lit sa déclaration gouvernementale à la tribune de la Chambre. Le Conseil approuve à l'unanimité le principe de négociations avec la CGT.

un seul survivant

Celles-ci s'engagent le dimanche 7 juin à 15 heures à l'hôtel Matignon, sour la présidence de Léon Blum, assisté de Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy, sous-secrétaire d'metat à la présidence du Conseil et de Jules Moch, secrétaire général de la présidence du Conseil, poste qui venait d'être créé. jules Moch est aujourd'hui le seul survivant de l'accord Matignon.

Sont présents du côté ouvrier : Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, Benoît Franchon et René Belin (secrétaires adjoints), Cordier (Bâtiment), Milan (Chapellerie), Sémat (Métallurgie(, Chevalme et Savoie. Du côté patronal : R.-P. Duchemin, Dalbouze, Lambert-Ribot et Richemont.

Les patrons acceptent très vite le principe des contrats colectifs, la désignation des délégués ouvriers et leur mode d'élection. Mais ils obtiennent l'insertion d'un paragraphe précisant que « *l'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois* ». *allusions aux occupations.*

La discussion s'engage ensuite sur les salaires. Les patrons, tout en refusant des augmentations, acceptent d'écouter les revendications ouvrières. Celles-ci portent sur une augmentation de 10 à 15 % . La séance est levée peu après 18 heures.

A 23 heures, la conférence reprend. Léon Blum a décrit cette séance mémorable devant ses juges au procès de Riom : « J'entends encore Benoit Frachon, qui estimait que 10 % à 15 % était un minimum et Lambert-Ribot, qui disait : Comment, vous ne vous contentez pas de tels taux ? Mais quand donc les ouvriers de France ont-ils jamais eu une augmentation générale des salaires de cette importance ? — Et Benoit Frachon lui répondit ; Et quand donc en France avez-vous eu un mouvement ouvrier de cette ampleur et de cette importance ? ».

Et Léon Blum poursuit : « *A propos du relèvement des salaires anormalement bas (1,50 F pour les femmes, 2,25 F pour les hommes), j'ai entendu M. Duchemin dire à M. Richemond : Comment est-ce possible ? Comment avons-nous pu laisser faire cela ? Nous avons manqué à notre devoir en laissant les choses aller ainsi* ».

Le début d'une ère nouvelle

Finalement, comme il s'y était engagé au début des négociations et avec l'accord des deux délégations, Léon Blum tranche : Accroissement des salaires de 7 à 15 % avec une moyenne maximum pour chaque établissement de 12 %

Le lendemain, lundi 8 juin, « Le Populaire », journal de Léon Blum, titrait : « *Victoire de la classe ouvrière* ». Et dans la soirée, Léon Jouhaux déclarait à la radio : « *La victoire obtenue dans la nuit de dimanche à lundi consacre le début d'une ère nouvelle...* ».

Guy de Faramond.

Sources : R.-P. Duchemin, L'accord Matignon - Ce que j'ai vu et entendu, Revue de Paris, 1er février 1937.

— Edouard Bonnefous, Histoire politique de la troisième République, Tome VI, PUF 1965.

— Léon Blum, la prison et le procès, Albin Michel 1955.

— Jean Lacouture, Léon Blum, Seuil 1980.

Pierre Mendès France: l'Etat n'était plus l'adversaire

EN juin 36, j'étais beaucoup dans ma circonscription de l'Eure, où je venais d'être réélu. Il y avait un soulèvement d'émotion populaire intense depuis la victoire du Front populaire. J'allais voir les ouvriers qui occupaient leurs usines. Après la signature de l'accord Matignon, il a fallu veiller à son aplication d'une entreprise à l'autre. Cela n'a pas été facile. Mais c'était la condition de la reprise du travail.

Mais ce qui m'a surtout frappé à l'époque, en dehors de la joie et de la bonne humeur, stimulées par les congés payés, les 40 heures et les contrats collectifs, c'était que, pour la première fois, l'Etat n'était plus l'adversaire, ce n'était plus l'Etat des patrons. C'était un allié. On ne voyait pas les préfets. Quand aux patrons, pendant les occupations, ils restaient chez eux.

J'ai retrouvé cette même explosion de joie le soir du 10 mai, comme il s'en produit chaque fois que de grands événements viennent régénérer la France.

G.F.



« En juin 36, la même joie populaire qu'aujourd'hui. » (Photo Pascal Lebrun)

EXCLUSIF

Entretien avec le numéro un de l'opposition tunisienne

Ben Salah : «Nous ne participerons pas aux élections d'octobre 1981»

Le monde politique tunisien est en effervescence. Le pouvoir a, en effet, décidé de tenir des élections législatives en octobre prochain. Elections ouvertes à tous... à certaines conditions. Ce sont précisément ces conditions qui empêchent, selon Ahmed Ben Salah, une réelle démocratisation.

L'ancien ministre de l'Economie, de 1960 à 1969, vit en exil, en Europe, après avoir fait trois ans de prison. Agé de cinquante-cinq ans, celui qui passait naguère pour le dauphin de Bourguiba est aujourd'hui le leader du Mouvement d'unité populaire (MUP), le courant d'opposition socialiste.

— Croyez-vous aux promesses de démocratisation du régime tunisien ?

— Cela dépendra essentiellement de la vigilance et de la persévérance des forces qui luttent pour la démocratie dans notre pays. Dans une certaine mesure, cela dépendra aussi de l'environnement international. Je parle de vigilance et de persévérance parce que le pouvoir ne semble pas prêt à assumer les responsabilités qui lui incombent. Pour répondre à l'exigence de renouveau et de démocratisation de la vie politique, économique et culturelle. En effet, il a quasiment annulé ses engagements en faveur d'un processus démocratique, en raison des conditions et des exclusives qu'il s'est arrogé le droit d'énoncer. Aucune mesure essentielle n'a été prise qui puisse apporter une certaine crédibilité face aux engagements annoncés. Aucune mesure, c'est-à-dire principalement l'amnistie générale et inconditionnelle. Au contraire, la répression continue contre les opposants et contre les journaux non conformistes. C'est dans de telles conditions et en contournant la Constitution en vigueur qu'on décide arbitrairement et unilatéralement de procéder, quasiment à l'esbrouffe, à des élections législatives anticipées, l'objectif semblant être de régler des problèmes internes au parti au pouvoir, de récupérer ce qui est récupérable dans les rangs de l'opposition et de continuer de plus belle dans la politique de blocage de tout renouveau.

De plus, les divers retournements du pouvoir depuis longtemps sont encore suffisamment vivaces dans les mémoires pour nous permettre de nous satisfaire d'engagements verbaux ou de pénibles mises en scène où apparaissent encore, en gros plan, quelques hommes qui, depuis longtemps, n'ont rien fait d'autre que de conseiller et de conduire la répression et la torture.

— Dans ces conditions, le MUP va-t-il présenter des candidats aux élections d'octobre ?

— Notre mouvement, en raison de la situation actuelle, ne se prêtera pas à l'opération des élections anticipées, car aucune condition n'est remplie pour garantir son déroulement dans un climat politique fait d'abord de liberté, de concertation et de sérénité.

— Considérez-vous le président Bourguiba comme au-dessus des partis ?

— Je ne veux pas être plus royaliste que le roi. Habib Bourguiba est bien président d'un parti, et même président à vie de ce parti.

Hommage à Achour

— L'Union générale des travailleurs tunisiens, dont vous fûtes naguère le secrétaire général, a tenu à la fin avril un congrès. Quelle impression en retirez-vous ?

— Le congrès de l'UGTT réuni récemment à Gafsa a certainement réalisé des objectifs essentiels. Tout d'abord, la démonstration est faite que l'UGTT n'est pour rien dans la machination du 26 janvier 1978 dont les responsables courent toujours, parfois encore sur les hauteurs. En second lieu, l'UGTT rejette la dépendance et confirme sa vocation de force populaire décidée à coopérer avec toutes les forces de justice et de progrès. Enfin, l'UGTT a réaffirmé sa solidarité avec Habib Achour, encore en résidence surveillée, et sous le coup d'une condamnation grotesque. Je suis heureux de pouvoir rendre hommage à tous ceux qui ont enduré de lourdes épreuves pour parvenir à cette étape de renforcement de la centrale syndicale et à celui qui a su limiter son rôle à préserver et à consolider l'essentiel de l'héritage de son père.

Solidarité

— Quelles relations le MUP entretient-il avec les autres mouvements d'opposition ?

— Nous entretenons des relations de coopération avec les courants d'opposition qui sont tous illégaux — que ce soit le Mouvement démocrate socialiste, le Parti communiste tunisien, le Courant islamique. Ce dernier semble d'ailleurs être actuellement la cible immédiate du pouvoir qui veut faire croire à un mouvement subversif inspiré par l'étranger. Nous croyons au contraire que ce courant en Tunisie représente un effort de retrouvailles avec nos valeurs de toujours.

— Sur un plan personnel, regrettez-vous certaines de vos actions passées ?

— Je vous dirai sans ambages que, si je regrette certaines de mes positions, je n'ai vraiment pas à en rougir ni à mes actions passées.

Je regrette seulement de n'avoir pas quitté le gouvernement plus tôt. Une première fois, lors d'une vague de répression qui a coïncidé avec une tentative d'assassinat dirigée contre moi. Une seconde fois, en mars 1969, lorsque j'ai présenté le plan de développement 1969-1972, et que j'ai proposé la progressivité dans la mise en place de la réforme agraire et des coopératives de production. Cette proposition fut rejetée par mes adversaires qui voulaient hâter cette mise en place pour saboter mes réformes. J'aurai dû effectivement partir à ce moment-là.

En fin de compte, je ne regrette pas grand-chose. Je vous dirai même très sincèrement que je ne regrette même pas ma loyauté sans ombre à l'égard de l'homme qui n'était pas alors président à vie.



Ben Salah *(à gauche)*, avec son épouse, au cours de son procès à Tunis, en 1970. (Photo AP)

— Quel type de société souhaitez-vous instaurer ?

— La société tunisienne est pleine de potentialités. Je souhaite pouvoir contribuer à son évolution afin qu'elle puisse, à travers ses générations actives, être apte à affronter les évolutions ou les bouleversements du monde.

La société doit être basée sur l'effort, l'organisation et la solidarité.

L'effort, c'est-à-dire le travail productif qui nécessite la formation permanente.

L'organisation, c'est-à-dire des moyens d'alléger le poids de l'effort et de permettre la joie, les loisirs, l'enrichissement culturel.

La solidarité, c'est-à-dire la coexistence harmonieuse des différents groupes sociaux dans le respect mutuel, l'attachement aux droits de chacun. La solidarité, choix fondamental du socialisme, sera la garantie d'un équilibre social intérieur qui empêche les abus sur tous les plans et fait évoluer la justice, la démocratie et la liberté.

— Pensez-vous que l'élection de François Mitterrand ait une influence sur la vie politique tunisienne ?

— L'élection de François Mitterrand constitue un événement très important non seulement pour la France, mais aussi pour tous les militants engagés dans la lutte pour la démocratie, le socialisme et la liberté. Cette élection porte l'espoir que le cynisme ne sera plus le fondement du pouvoir. En ce sens, il faut espérer que cette autre France qui va bouger contribuera à un renouveau partout, y compris en Tunisie.

Propos recueillis par Alain GARABIOL

Kadhafi : «La chute de Giscard marque la fin du colonialisme militaire

«La chute de Giscard marque la fin du colonialisme militaire français et la fin de l'exploitation en Afrique, peut-être aussi la fin de l'hégémonie américaine sur la France », a déclaré le chef de l'Etat libyen à *Libération*.

Interrogé sur le désarmement libyen au Tchad, Kadhafi répond : *« Les forces libyennes sont une garantie de paix, non seulement au Tchad mais dans toute la région. Mais elles sont en train d'être évacuées. Dans une semaine ou deux, une nouvelle unité regagnera la Libye ».*

A propos du problème posé par les frontières « héritées de la colonisation », le colonel Kadhafi précise sa position en ces termes : *« Nous n'avons jamais dit que nous refusions les frontières coloniales, car celles-ci sont inscrites dans la charte de l'« Organisation de l'unité africaine » dont nous sommes membres. Si nous avons évoqué, lors de l'affaire tchadienne, les frontières héritées de la colonisation, c'est simplement parce qu'il existe un différend sur l'identité de ces frontières. Il y a deux frontières héritées du colonialisme : nous avons accepté les bonnes ».*

Exprimant sa confiance dans un dialogue franco-arabe, le chef de l'Etat libyen explique ainsi son point de vue : *« Un dialogue réel entre le monde arabe et l'Europe en général, la France en particulier, doit être basé sur la garantie des intérêts mutuels des parties en présence.*

Il faut aussi des garanties politiques. Si la France s'aligne sur les Israéliens, toute coopération sera exclue, qu'il s'agisse d'une coopération bilatérale ou d'une coopération englobant l'ensemble du monde arabe. Mais je n'imagine pas que la France va sacrifier ses intérêts. (...) Je veux dire que le Parti socialiste peut sympathiser avec des groupes radicalistes israéliens — c'est une constatation —. Mais l'alignement du Parti socialiste ou de la France — de l'un d'eux ou des deux ensemble — sur les Israéliens en tant qu'entité, ça c'est l'aventure... ».

S.I.R.M.A.T.
Travaux Publics et Particuliers
Terrassement - Location de Matériel
Rue du Moulin
59310 Beusny-la-Forêt Tél. : (20) 34.84.02

Le chef de la loge P 2 en Uruguay?

« LICIO GELLI, chef de la Loge maçonnique P2, recherché pour espionnage politico-militaire, se trouverait en Uruguay où il aurait rencontré le week-end dernier une personnalité argentine », affirme jeudi le journal *El Dia*.

« Il serait arrivé la semaine dernière en Uruguay, venant de Suisse, et se serait installé à Punta del Este où il a rencontré, samedi, un ancien membre du gouvernement argentin du général Juan Peron, indique le journal. Après cet entretien, il aurait quitté Punta del Este pour la campagne uruguayenne.

Selon le journal, Licio Gelli aurait de nombreuses propriétés en Uruguay, dont une vingtaine de maisons dans le quartier résidentiel de Montevideo, la capitale. Dans l'une de ces maisons, estimée à cinq millions de dollars, vit un fils de Gelli, âgé de vingt-deux ans, avec sa femme et son fils.

EN 24 HEURES

PAYS-BAS
Vers un gouvernement de centre gauche

Les Pays-Bas s'apprêtent à être gouvernés par une coalition de centre gauche disposant d'une large assise parlementaire formée des chrétiens démocrates, des socialistes et du jeune parti Démocratie 66 (néo-libéraux). Une semaine après les élections législatives du 26 mai, qui ont fait perdre à la coalition sortante de centre droit (chrétiens démocrates et libéraux), la majorité de deux sièges dont elle disposait à la chambre des députés, les deux informateurs nommés par la reine Béatrix pour dénouer la crise gouvernementale s'orientent vers une coalition éliminant les libéraux de la scène gouvernementale.

EL SALVADOR
Découverte de vingt cadavres

« Vingt cadavres criblés de balles, dont celui de Carlos Hernandez, administrateur du comité international de la Croix-Rouge à San Miguel, ont été retrouvés en différents lieux du pays », a-t-on appris jeudi à San Salvador. Par ailleurs, le bureau de secours juridique d'El Salvador a indiqué, par l'intermédiaire d'une agence salvadorienne à San José (Costa Rica), *« que 536 personnes étaient mortes au mois de mai, victimes de la violence d'unités militaires »*.

YOUGOSLAVIE
Démission du recteur de Pristina

Uniukgazmend Zajmi, recteur de l'Université de Pristina, d'où étaient partis les troubles du Kosovo en mars et avril derniers et Halil Turku et Vladimir Bovan, vice-recteurs, ont démissionné jeudi de leurs fonctions, annonce l'agence Tanjug. *« Le corps enseignant du Kosovo est*, rappelle-t-on, *actuellement la cible des autorités : 109 enseignants ont d'ores et déjà été licenciés ou suspendus, 280 élèves et 19 étudiants ont été exclus des établissements scolaires et universitairs. »*

AFRIQUE DU SUD
Tension accrue à Johannesburg

La situation était encore tendue jeudi matin dans les quartiers métis de Johannesburg, ou des unités anti-émeutes de la police sud-africaine ont sévèrement réprimé mercredi des manifestations lycéennes. En milieu de matinée, un groupe d'environ deux cents personnes ont lapidé des voitures qui traversaient le faubourg de Riverlea, jusqu'ici assez calme, et des jeunes métis ont défilé dans les rues, brandissant le poing fermé du « pouvoir noir ».

ALGERIE
Le président Chadli bientôt à Moscou

« Le président algérien Chadli Bendjedid se rendra la semaine prochaine en visite officielle en Union soviétique, annonce un communiqué de la présidence publié jeudi par le quotidien *El Moudjahid*. La date précise de ce voyage, le premier du président Chadli en Union soviétique, n'a pas été rendue publique. On pense cependant, dans les milieux informés, que le chef de l'Etat algérien pourrait se rendre le 8 juin à Moscou.

SRI LANKA
L'état d'urgence est proclamé

Le gouvernement du Sri Lanka a décrété jeudi d'état d'urgence dans tout le pays à partir de 17 heures locales (11 h 30 GMT), afin de prévenir tout acte de violence après les élections. Cette mesure a été décrétée une heure après la clôture des bureaux de vote pour l'élection des conseillers régionaux.

Pologne: la porte s'ouvre pour les prisonniers politiques

Le tribunal de Varsovie se prononce pour la libération des dirigeants de la KPN

« VONT-ILS être libérés aujourd'hui ? » C'est la question que tout le monde se posait vendredi matin à Varsovie, à propos des quatre dirigeants de la Confédération de la Pologne indépendante(KPN) encore incarcérés, dont son président Leszek Moczulski.

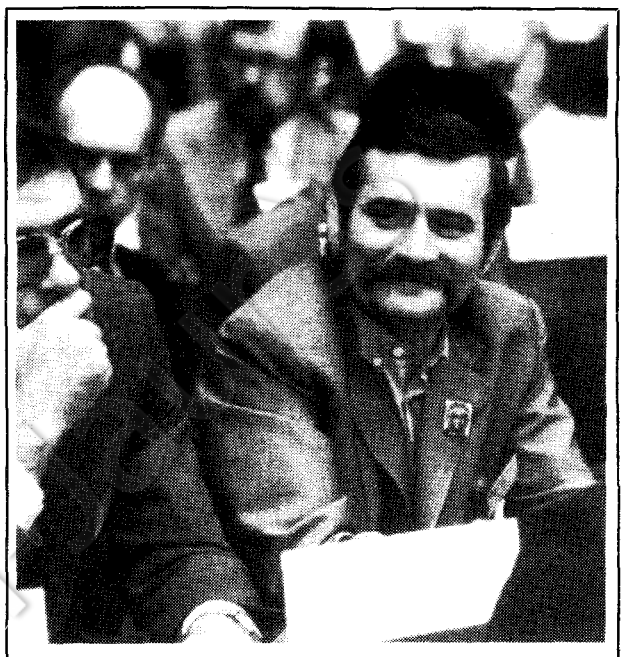
Jeudi soir, le tribunal de Varsovie avait décidé de les libérer, écoutant le vaste mouvement de manifestations, pétitions et grève de la faim qui ne cessait de se développer en faveur des prisonniers politiques. Mais le parquet général de Pologne a fait appel, du jugement, rendu par le tribunal de la capitale, devant la Cour suprême. Celle-ci devait statuer vendredi.

Son arrêt influencera probablement les négociations qui doivent s'ouvrir lundi à Varsovie entre le gouvernement et la section de Solidarité de Bydgoszcz, après le vote jeudi soir de la Commission nationale de Solidarité pour une grève d'avertissement le 11 juin, dans la région de Bydgoszcz.

Le syndicat entend protester contre le non- respect par les autorités des accords du 30 mars dernier. Dans ce document, le pouvoir s'engageait à sanctionner les responsables des brutalités policières du 19 mars à Bydgoszcz.

A l'issue du vote de la commission, le délégué de l'épiscopat, Stanislas Tyszkiewicz, également expert à Solidarité, était intervenu à la tribune pour souligner la situation *« extrêmement grave »*.

Avant le vote, il avait évoqué la *« menace »* d'une intervention soviétique à la suite des prises de position des ultras du parti dans le forum de Katowice et du récent *« suicide »* du consul d'URSS à Poznan.



Lech Walesa à Genève

Le dirigeant de ***Solidarité*** *devait intervenir, vendredi à la 67e Conférence internationale du travail au nom des travailleurs polonais.* (Photo AP)

Begin-Sadate: toujours l'entente cordiale

« NOUS nous sommes mis d'accord sur tous les points évoqués », a déclaré Menahem Begin à l'issue de sa rencontre avec le président égyptien Sadate.

Il semble, en effet, que le premier ministre israélien ait obtenu satisfaction sur un certain nombre de points : ceux-ci concerneraient notamment la poursuite à Jérusalem des entretiens pour la constitution d'une force multinationale au Sinaï, l'autorisation pour Israël de continuer le développement touristique du Sinaï, l'ouverture de nouveaux points de contrôle sur les frontières entre les deux pays, et l'autorisation de poursuivre la recherche des soldats israéliens tués au Sinaï.

En revanche, Sadate a demandé à Begin de faire peuve de la plus grande modération au Liban et d'éviter toute aggravation de la crise.

Il est évident que Sadate ne veut pas être présenté dans le monde arabe comme le chef d'Etat arabe qui a donné le feu vert à Israël pour faire la guerre à la Syrie. Begin a accepté d'accorder plus de temps à Philip Habib, l'émissaire américain, qui arrive vendredi, pour tenter de résoudre pacifiquement la crise israélo-syrienne au Liban, mais il a refusé de mettre fin aux raids israéliens.

« Les raids préventifs vont continuer, c'est une nécessité absolue de légitime défense face à 30 000 terroristes, puissamment armés qui complotent jour et nuit des opérations contre Israël », a-t-il affirmé.

Les deux hommes peuvent s'estimer satisfaits des résultats de ce sommet : Begin a conforté son image de marque à quelques semaines des élections législatives, en rappelant qu'il est l'homme de la paix avec l'Egypte, et Sadate apparaît aux yeux de son opinion publique comme l'homme qui va restituer l'intégralité du Sinaï à l'Egypte.

Cheysson a été bien accueilli à Washington

« TRÈS très content » déclarait Alexander Haig, jeudi soir, à Washington, à l'issue de ses premiers entretiens avec Claude Cheysson. Avant de rencontrer, vendredi, le président Ronald Reagan, le chef de la diplomatie française avait, semble-t-il, rassuré le secrétaire d'Etat, sur les perspectives de la politique française, et notamment sur sa fidélité à l'alliance atlantique.

Dès les premières conversations, on avait abordé les grands thèmes : alliance atlantique, relations est-ouest, négociations eurostratégiques, désarmement, ainsi que les problèmes qui suscitent l'inquiétude sur la scène internationale comme celui de l'occupation soviétique en Afghanistan.

Samedi seront évoqués des sujets plus controversés entre Paris et Washington : dialogue nord-sud, situation en Afrique australe, Proche-Orient.

Le ministre français des Relations extérieures a souligné à Washington que la France demeurerait *« un proche allié des Etats-Unis »* et que la *« coopération internationale, une économie ouverte et le plein respect des engagements »* continuerait d'être les *« règles »* de la politique étrangère de la France.

Interrogé sur la mission de Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan, au Proche-Orient, Claude Cheysson a estimé que *« sans elle, il y aurait peut-être eu la guerre »*. Il a ajouté que François Mitterrand avait sur le Proche-Orient *« une sensibilité, des ralations personnelles, des amis qui ne sont peut-être pas exactement ceux du gouvernement précédent. Naturellement,* a-t-il poursuivi, *cela nous donnera à l'avenir une approche qui sera plus globale, plus compréhensive envers les pays de la région »*. Washington souhaite que les pays de la CEE ne fassent pas obstacle au processus du Camp David, tout en trouvant une formule pour résoudre la question palestienne.

Claude Cheysson devrait achever ses entretiens samedi et repartir dimanche à Paris pour être lundi à Rome, où il rencontrera son homologue italien, Emilio Colombo.

Au congrès américain, le président du comité économique conjoint, Henry Reuss s'est déclaré *« très impressionné par le nouveau gouvernement français »*

derrière le tableau...

Vers la paix scolaire

Alain Savary définit sa position sur l'avenir de l'enseignement privé

Alain Savary, ministre de l'Education nationale, a publié un texte sur l'avenir de l'enseignement privé, réaffirmant les positions déjà exprimées par François Mitterrand dans la campagne électorale.

« *Le nouveau président de la République a proposé la mise en place d'un grand service public unifié et laïc de l'Education nationale*, a-t-il déclaré. *Il invitait à considérer chaque terme de sa proposition et non à isoler tel ou tel point particulier* », indique M. Savary.

« *L'essentiel est, en effet, de donner au service public les moyens lui permettant d'assurer sa mission. Il faudra des crédits suffisants. Mais*, ajoute-t-il, *on doit aussi insister sur la nécessaire décentralisation de la gestion, la prise en compte de toutes les expressions pédagogiques, la participation des familles aux tâches éducatives, le développement de l'espace éducatif autour de l'école, l'importance accordée à la vie associative.* »

Les traditions

« *Chacun*, poursuit-il, *se verra ainsi offrir la possibilité de choisir d'autres pôles d'éducation complémentaires ou supplémentaires comme l'enseignement religieux. Le pluralisme des idées, des croyances, des ethnies, et l'indispensable droit à la différence, trouveront leur liberté d'exercice et d'épanouissement au sein du service public laïc d'éducation, service public ouvert à tous les enfants, à tous les parents, à tous les enseignants.* »

« *Cela n'est pas possible du jour au lendemain*, a-t-il ajouté. *Il faut tenir compte des traditions héritées de l'histoire, surmonter les divisions, apaiser les passions.* »

« *C'est pourquoi*, a-t-il encore affirmé, *le président de la République souhaite que la mise en place de ce grand service public de l'éducation soit le résultat d'une négociation et non d'une décision unilatérale. Il entend convaincre et non contraindre, rassembler et non diviser, inciter et non imposer.* »

« *En attendant que les négociations aboutissent*, a ajouté M. Savary, *les contrats d'association seront respectés. Aux établissements privés qui vivent sous le régime du contrat simple, il sera proposé de conclure un contrat d'association afin de les rapprocher du service public et d'assurer au personnel la sécurité de l'emploi. La négociation sera d'ailleurs proposée à ces personnels — enseignants et non-enseignants — par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales représentatives. Leurs droits acquis seront maintenus et leur intégration dans la fonction publique leur donnera la possibilité de mutation et non le déplacement d'office comme on essaye malheureusement de leur faire croire.* »



Le ministre de l'Education national a conclu : « *Ces propositions correspondent aux conceptions toujours défendues publiquement par le Parti socialiste, reposent sur une haute conception des devoirs de l'Etat à l'égard du service public comme sur la négociation et l'ouverture d'esprit qui doivent caractériser l'évolution de notre société.* »

« *Elles excluent toute spoliation et tout monopole. Elles respectent la liberté de l'enseignement qui ne sera nullement remise en cause, car il s'agit*, a enfin terminé M. Savary, *dans l'intérêt des enfants, et des familles, d'établir la paix scolaire, non de rallumer des conflits inutiles.* »

> ***« Les conceptions du PS excluent toute spoliation et tout monopole, et respectent la liberté de l'enseignement qui ne saurait être remise en cause. »***

La CFDT et le privé

« *La fédération de l'enseignement privé (FEP), affiliée à la CFDT, a dénoncé jeudi au cours d'une conférence de presse* « catastrophisme » *entretenu selon elle par le dirigeants de l'enseignement catholique concernant les intentions du nouveau gouvernement.*

« Toute situation nouvelle crée une certaine insécurité, *a reconnu M. Guy Champain, secrétaire général de la FEP.* Il en va ainsi dans l'enseignement privé ou les appréhensions qui peuvent se manifester seront surmontées par la volonté réciproque du dialogue ».

Cependant, pour le dirigeant de la FEP, « ces craintes ne peuvent se confondre avec la peur et le catastrophisme entretenu dans la période actuelle tant par les dirigeants de l'enseignement catholique que par certaines formations de l'ancienne majorité qui veulent relancer la guerre scolaire pour des raisons manifestement partisanes ».

La FEP qui regroupe 20 000 adhérent (sur 150 000 enseignants du privé), reçue jeudi soir par le ministre de l'Education nationale, estime que depuis vingt ans, « les dirigeants de l'enseignement catholique n'ont pas répondu aux problèmes des personnels » *et que l'avènement de la gauche au pouvoir permettra une amélioration de la situation des enseignants du secteur privé, notamment en matière de sécurité de l'emploi et de promotion.*

A. BONNOT



La mutualité re-racontée aux étudiants

l'école est finie.

La MNEF propose l'unité à la Fédération des mutuelles de France

LA Mutuelle des étudiants de France (MNEF) prépare pour la fin de l'année le congrès de la réunification de la mutualité étudiante. Forte de ses 395 000 membres, la MNEF a présenté l'état de ses rapports avec la Fédération nationale des mutuelles de France (FNMF) et de ses espoirs en matière de politique mutualiste.

Pour Jean-Michel Groz, président de la MNEF, il ne s'agit plus pour la mutualité de louper des étapes. A peine reconnue et toujours absente des discussions autour des prestations sociales ou des indemnisations sur le chômage, le changement de gouvernement implique, pour elle, une nouvelle ère de concertation. Le 23 mai dernier, lors de l'assemblée générale de la FNMF, la mutualité veut profiter de cette période pour aller de l'avant. C'est ainsi que la MNEF se prépare à engager des campagnes sur la nécessité d'avoir de nouveaux rapports avec les institutions. Relançant le principe de la mutualité chez les jeunes, Jean-Michel Groz indique « *qu'elle doit être le vecteur principal pour dégager les problèmes d'économie sociale dans le cadre d'une politique de non-profit* ».

Mais les difficultés demeurent. Après l'échec d'une tentative de structure fédérée, une sorte de réseau harmonisé, la MNEF prépare son congrès de fin d'année qui doit être celui de la réunification.

Selon Jean-Michel Groz, « *les sommes englouties dans des campagnes de rentrée, le problème de la fréquentation des centres et la volonté de concurrence affichée par certaines mutuelles régionales pénalisent les étudiants de la gestion du service public. Si les divergences demeurent, il est temps d'engager un processus de réunification* ». C'est pour celà que la MNEF va organiser de larges élections où l'ensemble des courants mutualistes pourront se présenter. après les syndicats étudiants, la volonté d'union est décidément à l'ordre du jour au sein du milieu universitaire.

DENIS DANGAIX

> ***« Après les syndicats étudiants, la volonté d'union est décidément à l'ordre du jour au sein du milieu universitaire »***

Le tiers monde à l'école

Une Journée tiers monde sera organisée le 23 octobre 1981, annonce mercredi un communiqué de l'Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement (ARIAD).

Fondée en avril 1980, et présidée par Alain Poher, président du Sénat, l'ARIAD s'est fixé pour objectif de sensibiliser l'opinion publique française aux problèmes du développement du tiers monde.

Le communiqué précise que cette journée du tiers monde est organisée par le ministère de l'Education, à l'initiative de l'ARIAD, avec le concours de la Fédération de l'éducation nationale et du Syndicat national des instituteurs. Elle a l'appui de l'Association des maires de France et de l'Assemblée des présidents de conseils généraux.

Un concours de dessin, ajoute le communiqué, est prévu. Il sera jugé dans les départements avant les vacances d'été, et au plan national, le 23 octobre. Il est doté de prix importants offerts par la communauté économique européenne, l'Unesco, l'Unicef

L'ECOLE EN MOUVEMENT

Rencontre avec le SNES

Le ministre de l'Education nationale, a reçu, jeudi, le syndicat national des enseignements de second degré (SNES), deuxième syndicat en importance de la FEN avec 75 000 adhérents, dans le cadre des entretiens qu'il a entamés cette semaine avec ses partenaires sociaux.

Alain Savary s'est engagé, a déclaré le SNES, à prendre des mesures garantissant le maintien et l'amélioration de l'emploi des 40 000 auxiliaires en fonction et à amorcer un processus de titularisation de ces personnes. Il doit également créer des postes permettant de favoriser les mutations des titulaires le demandant et de créer un corps de titulaires remplaçants comme celui qui existe dans le premier degré. M. Savary a promis, d'autre part, d'augmenter dès cette année le nombre de postes mis au concours du CAPES et de l'agrégation (3 200 postes actuellement, le SNES en préconise le doublement).

Deux policiers incarcérés

A Bordeaux, ces gardiens de la paix avaient violé et volé un travesti

KIKI est une figure bien connue de la prostitution bordelaise. Il exerce en effet ses talents de travesti depuis bientôt quinze ans. Récemment, il avait eu affaire à la brigade des mœurs pour une agression dont il avait été victime de la part de son petit ami. Celui-ci s'était soudainement découvert des talents de proxénète et voulait résolument réorienter la destinée de Kiki sur des bases plus productivistes.

Ses derniers contacts avec des représentants de la police sont hélas d'un tout autre domaine. Alors qu'il était sur son lieu de travail, à son emplacement habituel dans une rue de Bordeaux, il est accosté par deux hommes en voiture. Ceux-ci passablement éméchés, se présentent comme étant de la police et font comprendre au travesti qu'il a tout intérêt à se montrer conciliant avec eux.

Kiki a bien des doutes sur l'identité véritable de ses présumés « gardiens de la paix», qui, n'étant pas en service, sont en tenue civile. Mais devant leurs menaces, il les emmène dans sa chambre. Là, les deux hommes se livrent à des rapports sexuels avec leur victime qu'il dépouillent de son argent, avant de partir (environ 250 francs).

Cette affaire survient au moment même où la police bordelaise a changé de patron après le départ de l'inamovible Christian Campet, grand ami de Jacques Chaban-Delmas. Son successeur, le commissaire Tocheport a sur ce sujet une position tout-à-fait claire : *« Dans la mesure où j'ai des gars qui n'ont rien à faire dans la police,* déclare-t-il, *ils iront voir ailleurs. Pour moi, l'affaire est simple ; elle relève de la justice. Et,* ajoute-t-il, *elles est d'autant plus malheureuse qu'elle ne sert pas la police ».*

Même son de cloche de la part du chef de la Sûreté, M. Planquelle : *« Kiki ou pouvait le bloquer en touche si on l'avait voulu,* affirme-t-il, *mais on préfère traiter ces affaires sainement ».* Autrement dit, pas de pitié pour les brebis galeuses dans la police.

Gérard MUTEAUD

Le Maghreb à Paris

A la Goutte d'Or, une association s'efforce de rendre leur identité aux immigrés

QUARTIER de la Goutte-d'Or, dans le XVIII[e] arrondissement de Paris. Depuis 1977 une association culturelle va son chemin. Sur l'ensemble des résidents du quartier : 27 % d'immigrés, une majorité de Maghrébins. Particulièrement sensibilisée à cette réalité quotidienne : l'Association culturelle de la Goutte-d'Or...

C'est d'abord, et récemment à l'enseigne d'une librairie, un local avec pignon sur rue, dans ce quartier très spécifique et que d'aucuns qualifient de « ghetto ». Une librairie fortement fréquentée par une clientèle locale, et créée à partir d'une pratique « d'animation ». On y trouve des ouvrages de littérature générale, de poésie, d'histoire et la majorité des publications périodiques tiers-mondistes.

Dans le cadre de ses activités d'animations l'association organise des cours de langue arabe pour les enfants soumis au « choc » de deux cultures et qui, trop souvent, perdent leur « identité culturelle ». On s'exprime aussi par le dessin ou la peinture, avec l'aide d'enseignants bénévoles (et l'acquis pédagogique de l'école de Vitruve). « *L'important,* explique un animateur, *c'est de conserver une véritable autonomie locale, mais pas dans l'ignorance de ce qui peut se faire ailleurs, de ne pas fonctionner dans le formalisme...* » Un but : favoriser au maximum la prise en charge des problèmes par les familles, les résidents immigrés eux-mêmes.

Soucieuse de refléter la diversité ethnique de la Goutte-d'Or (Maghrébins, Antillais, Yougoslaves, Portugais), l'association impulse ponctuellement des soirées culturelles, des débats, des projections. Elle a même créé un « carnaval » de quartier, qui se déroule à la mi-juin. Divers groupes artistiques (de musique, de théâtre, etc.) sont ainsi conviés à se manifester dans les rues, une occasion de rencontres et d'échanges.

Toutefois, l'Association culturelle de la Goutte-d'Or ne se veut pas exclusivement association de l'immigration. Consciente de la complexité des réalités locales et de la mixité de populations (française et étrangère), elle souhaite surtout œuvrer à la communication inter culturelle. Sans grandiloquence ; au quotidien.

Jean-Jacques PIKON

• Association culturelle de la Goutte-d'Or, 35, rue Stéphenson.

Une torera pour la Féria

A Nîmes, Evelyne, quinze ans, revêt l'habit de lumière...

A la compagnie des garçons, Evelyne Fabregas préfère celle, plus surprenante des « toros » : à quinze ans, la jeune Nîmoise a déjà mis à mort quatre bêtes de 300 kg. « Aficionada » à six ans, « novillera » aujourd'hui, cette apprentie « torera » rêve de participer un jour à la Feria et d'être sacrée « matador ».



« VERONIQUE », « derechazo », « naturelle », seule dans les rènes écrasées de chaleur, Evelyne Fabregas s'entraîne à éxécuter ces trois passes avec élégance. Travail à la cape, à la muleta, à l'épée, inlassablement elle tourne et retourne sur elle même, insensible aux « ole » ironiques que viennent de lui lancer quelques touristes en goguette.

Ses lèvres pincées, ses cheveux relevés en une queue de cheval austère ne parviennent pas à la vieillir. Sa tenue en ce lieu prête à sourire, l'adolescente a troqué son habit de lumière contre un vieux survêtement : aujurd'hui elle répète. Ce bout de femme de 1,80 mètres et de 49 kg est une mordue de corridas, une « aficionada ». A six ans, elle suivait avec passion les évolutions des jeunes toreros dans l'école tauromachique gardoise que présidait son père. *« Chaque fois qu'il y avait des kermesses, je voulais m'habiller en matador »* explique-t-elle, soudain enfantine.

Sa mère n'a pas contrarié sa vocation : Anita Martinez — qui n'a d'espagnol que le nom — a toréé de **54 à 1963 avant de s'arrêter pour se marier.**

A treize ans, Evelyne a pu participer, à Caissargues, à sa première « capea » : *« il s'agit d'une course sans mise à mort. au lieu de mettre l'épée, on pose seulement des banderilles. »*

En 1980, enfin, elle tue son premier toro à Argelès-sur-Mer. Agé de trois ans, il pesait 360 kg. *« Au lieu de prendre le simulacre* (la banderille) *j'ai pris l'épée, ça a glissé tout seul entre les deux omoplates. »*

Qu'est ce qui peut bien la pousser à se mesurer à de tels fauves ? Apparemment, l'ambiance de l'arène. « Quand on fait le paseo, on a envie de faire une belle faena (travail de cape et de muleta). *parfois le toro refuse de combattre, il faut alors le toréer dans son coin, c'est très dangereux. »* Mais le danger, elle refuse d'y menser. Par superstition ? Sa première blessure — *« une cornade de dix centimètres à la cuisse gauche »* — çest à l'évidence sa fierté. Qu'est ce qu'une cicatrice si graĉe à elle, on est sinon admise du moins tolérée dans le monde tauromachique, plutôt machiste ?

Fascinée par José Maria Manzanares et Emilio Nunos, deux toreros d'une vingtaine d'années, Evelyne Fabregas ne vit que dans l'espoir de recevoir un jour l'« alternative ». Jour J où sous les vivas, elle sera sacrée « matador ».

« Novillera » pour le moment, l'adolescente a commencé la temporada (saison tauromachique) à Saint-Gilles. Les grandes arènes c'est pour plus tard. L'école ? Elle n'y met que fort peu les pieds. Elève de 5[e] à quinze ans, elle n'est pas en avance. que fera-t-elle le jour où il lui faudra se reconvertir ? Elle n'y songe guère, persuadée qu'elle pourra toréer *« si cela marche bien jusqu'à quarante ans. »*

Les parents sont d'accords, émus apparemment d'avoir peut être donné le jour à une nuvelle conchita Cintron, délèbre « torera » espagnole qui toréait à cheval.

Le seul souci d'Evelyne, dont la famille est modeste *« trouver des éleveurs qui acceptent avant chaque novilla que je m'entraîne dans leur manade. Gratuitement. »*

Toréer pour de vrai c'est tout de même plus excitant que de s'essayer sur le « careton », dérisoire toro mécanique composé d'une brouette à laquelle on a ajouté des cornes...

La mise à mort n'émeut nullement cette jeune fille frêle. *« S'il n'y avait pas de corrida, les toros seraient tués au bout de deux ans. Tandis que là, ils vivent heureux quatre à cinq ans. Je préfère qu'un toro meure dans l'arène, uqand il combat, il montre sa gloire, sa noblesse. L'abattoir pour lui ce ne serait pas un honneur. »*

Carine LENFANT

ATHÈNES BRÛLE-T-ELLE ?

Deux incendies provoqués par l'explosion de deux engins de fabrication artisanale ont ravagé mercredi matin deux grands magasins du centre d'Athènes. Les deux sinistres, qui n'ont pas fait de victimes, n'avaient toujours pas été maîtrisés quelques heures plus tard.

A l'automne dernier, deux autres magasins du même quartier de la capitale de Grèce avaient été entièrement détruits à la suite d'attentats similaires, qu'une organisation, Octobre 80 avait alors revendiqué.

Un optimisme sans rivage

Les principaux organisateurs de voyages ont foi en la prochaine saison touristique

Les plus importants tour-operators (Jet Tours, club Méditerranée, Nouvelles Frontières, Voyage Conseil) sont optimistes. La victoire de la gauche n'a pas entraîné un ralentissement des réservations, malgré une certaine tendance à l'expectative entre les deux tours. Finalement, les loisirs sont suffisamment importants pour que le réflexe de peur n'ait pas fonctionné. Les Français envisagent donc de partir en vacances tout à fait normalement.

APRES chaque période de vacances, les lettres de réclamation affluent, les litiges se répètent : hôtels complets, séjours non conformes aux prévisions, prix majorés ou fantaisistes... Il est indispensable de s'adresser, avant votre départ, aux professionnels ou aux associations qui proposent les tarifs les plus avantageux. Sur une même destination, les prix peuvent varier du simple au double. *Que choisir* en avait fait la démonstration dans une enquête récente.

Soyez également vigilants sur les conditions de vente. Pour cela, lisez attentivement la brochure qui doit comporter un maximum de renseignements : le prix avec indication des services fournis, les moyens de transports, l'emplacement et la nature de l'hôtel, etc. N'hésitez pas à demander des précisions complémentaires au vendeur. Si le voyage est annulé, exigez le remboursement des sommes versées, et selon le cas des dommages et intérêts, quelles que soient les conditions du contrat de vente.

Pour prévenir certains litiges, l'Union fédérale des consommateurs (UFC) avait mis au point certaines propositions. Par exemple, *« les clauses de modification unilatérales devront être supprimées des contrats. Les professionnels devront vérifier avec les différents prestataires de services avec lesquels ils traitent qu'ils seront en mesure de vendre les services achetés, à la date prévue. En cas de modifications dues à une force majeure, les services offerts devront être de qualité égale ou supérieure, mais le consommateur doit garder la possibilité d'annuler son séjour ».*

Si vous préférez partir en vacances par vos propres moyens, voici quelques adresses qui pourront vous être utiles* :

Les agences de stop.

C'est une formule qui se développe régulièrement tant en France qu'en Europe. On vous demandera une somme modique de participation, mais vous aurez l'assurance d'arriver à bon port dans des délais raisonnables.

• *Allo Stop, 65, passage Brandy, 75010 Paris.* • *La Canet Maison pour tous, les Campelières, carrefour de la Blanchisserie, 06250 Mougins-le-Cannet.* • *Office de tourisme, Palais Robour, 59800 Lille.*

Le car

Si vous voulez partir en Grèce, au Sahara ou en Turquie, International Adventure, 33 *bis,* rue de Bezout, 75014 Paris. Chez Werri, des week-ends pour toutes les capitales européennes.

La voiture

Si vous voulez quitter l'Hexagone, la carte verte peut vous être utile. Elle reste indispensable en cas d'accident hors de France, demandez-la à votre assureur. Celui-ci vous dédommagera financièrement mais n'interviendra pas en cas de coup dur (maladie, panne, etc.). D'où le rôle de l'assistance voyages.

• *Europe Assistance, rue Chaptal, 75009 Paris.* • *Mondial Assistance, 8, place de la Concorde, 75008 Paris.*

Signalons également des formules mises au point spécialement pour les voyages des jeunes : Assistance Voyage, 94, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

Avant votre départ, vous pourrez consulter les guides loisirs accueil édités par les comités régionaux du tourisme, au siège de France Information Loisirs, 8, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, ou dans les régions dans la plupart des offices de tourisme.

Si vous vous y êtes pris trop tard, un téléphone à retenir, celui d'Allo Loisirs : *BIP 12.13,* qui vous proposera des solutions de remplacement.

Jean GLEIZE

* *Voir* Guide de l'étudiant n° 20, *de mars 1981.*

L'ATLANTIQUE

Dessus...

Samedi 6 juin, treize heures, heure française. Ils seront plus de cent voiliers à prendre le départ à Plymouth de la Twostar, une transat en double qui promet de ne pas plus ménager les hommes que les bateaux pendant les quelque 3 000 milles qu'ils devront parcourir pour rallier Newport sur la côte est des Etats-Unis.

CETTE course est intéressante à plus d'un titre, d'abord par l'extrême diversité des bateaux qui y prendront part. Répartis en six classes suivant leur dimension, ils devront affronter le même océan et les mêmes dépressions atmosphériques, le petit poucet n'atteignant pas les huit mètres, l'ogre dépassant les vingt-trois.

Si les organisateurs, l'*Observer* et *Europe 1,* ont bien prévu un classement pour chacune de ces six catégories, ils n'ont pas fait de distinctions entre les différents modèles de bateaux qui disputeront la course. Une nouvelle fois, cette course va relancer la querelle entre multicoques et monocoques. Sous certaines allures, il est indéniable que les trimarans (trois coques) ou les catamarans (deux coques) sont les plus rapides. Tabarly avec son *Paul Ricard* à hydrofoil a bien battu le record de la Transat... établi par la goélette de Charlie Barr, mais soixante-quinze ans plus tard.

On devrait, mais le coup de canon donnant le départ n'a pas encore tonné, assister tout au long de cette course à une lutte farouche entre les multicoques, pour la première place à Newport. Seul parmi les monocoques l'excellent *Kriter - VIII* de Michel Malinovsky pourrait prétendre à la première place.

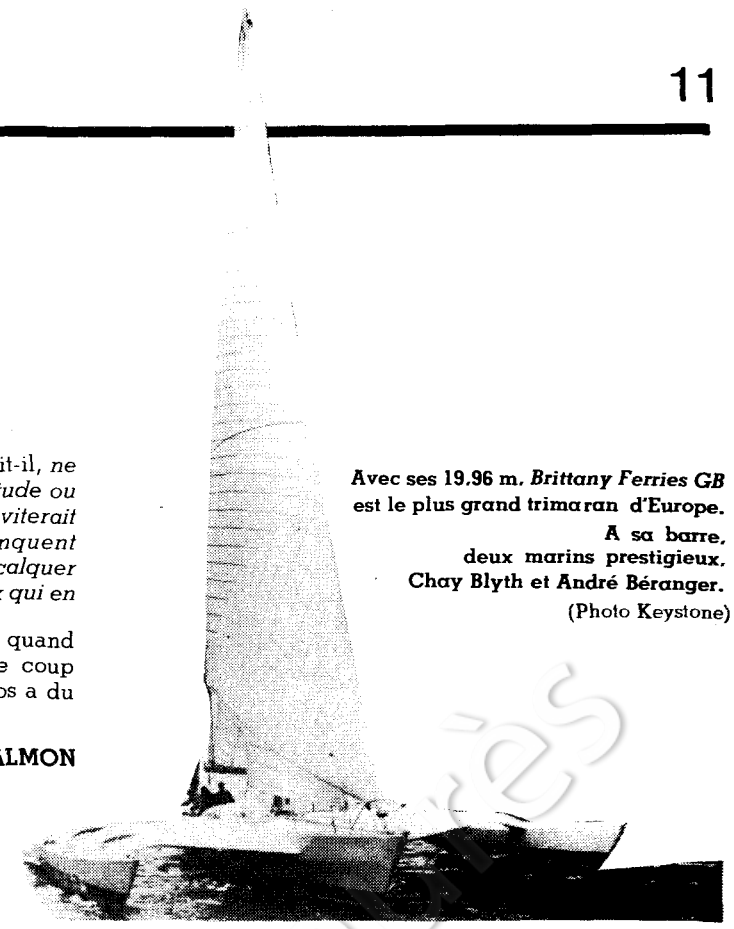
Parmi les conccurents engagés, outre Eric Tabarly qui fera sans doute route avec son frère Patrick, des noms prestigieux, comme Pajot, Riguidel, Loiseau, Vidal et Kersauzon pour les Français, Michael Birch, l'un des meilleurs marins à l'heure actuelle, Chay Blyth, Robin Knox Jonston pour les autres. A quelques heures du grand départ, les équipages français ont bien l'intention de prendre leur revanche sur les Américains, qui, l'an dernier, en choisissant très tôt une route au sud, avaient évité les dépressions de l'Atlantique Nord. Phil Weld, vainqueur sur son trimaran, avait déclaré à l'époque qu'il ne fallait en aucun cas monter au- dessus du 40e paralèle pour un multicoque. Sur une route plus au nord, en revanche (qui se rapproche de la route la plus courte), les monocoques ont des chances de réaliser de bonnes moyennes, voire de créer des surprises.

La course sera suivie par satellite grâce au système Argos, qui permettra de donner en permanence la position exacte de chaque bateau. Si ce système offre des garanties de sécurité évidentes pour chacun des concurrents et un moyen pour les passionnés de suivre la course mille après mille, il ne plaît pas pour autant à tous les navigateurs.

Pour Tabarly, la divulgation des positions n'est pas toujours une bonne chose. « *Mieux vaudrait,* dit-il, *ne dévoiler que la latitude ou la longitude, cela éviterait à ceux qui manquent d'imagination de calquer leur course sur ceux qui en ont...* »

Eric admet quand même qu'en cas de coup dur le système Argos a du bon.

Jean-Jacques SALMON

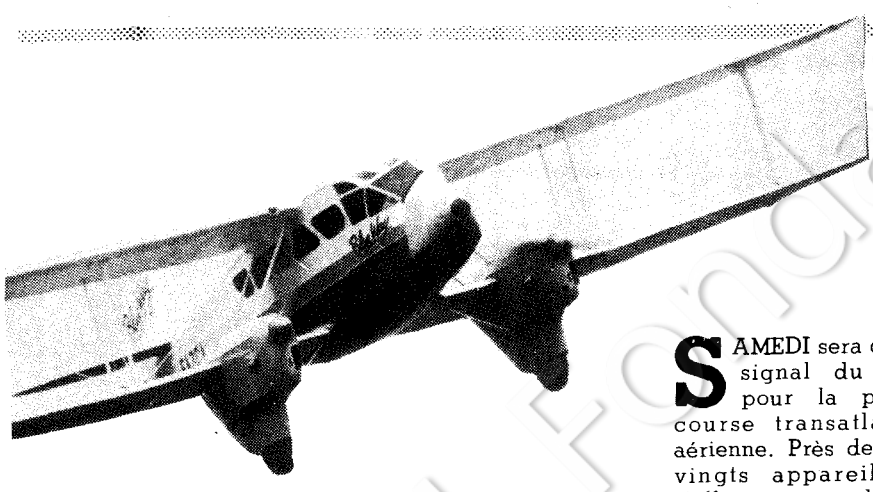


Avec ses 19.96 m. *Brittany Ferries GB* est le plus grand trimaran d'Europe. A sa barre, deux marins prestigieux, Chay Blyth et André Béranger. (Photo Keystone)

A bord les femmes d'abord

IL y avait, au 30 septembre 1980, 521 363 bateaux de plaisance immatriculés en France, dont 183 840 voiliers. Un sondage effectué un an auparavant révèle que 30 % des Français ont déjà pratiqué les sports de l'eau et que 35 % voudraient les pratiquer. Si la population des plaisanciers se compose de 35 % d'hommes contre 25 % de femmes, ce sont elles qui sont les plus assidues à la voile : 65 % de fanatiques contre 60 % pour le sexe dit fort.

Longtemps considéré comme un sport ou un loisir uniquement réservé aux riches, la plaisance connaît depuis une dizaine d'années un succès de plus en plus confirmé auprès des classes moyennes, ouvriers et agriculteurs y compris. Si l'on demande aujourd'hui aux Français s'ils préféreraient une deuxième voiture ou un bateau, l'équilibre tend à s'établir : 48 % pour la voiture et 43 % pour le bateau. Parmi les amoureux des sports de l'eau, 63 % d'entre eux donnent leur préférence à la voile, 20 % au bateau à moteur, les autres allant à des activités diverses comme la plongée sous-marine ou le canoë.



Voici l'ancêtre de la course : ce De Havilland date de l'époque des grandes traversées aériennes de l'Atlantique Nord.

...et au-dessus

Vingt mille lieues dans les airs

LA première Air Transat risque de réserver des surprises : la traversée de l'Atlantique, aux dires des pilotes chevronnés, n'est pas de tout repos. « *S'il fait beau, ce sera une promenade, mais s'il fait mauvais ça va chier des bulles.* » Patrick Fourticq a résumé la course en une formule. Copilote sur 747 à Air France, il totalise à trente-trois ans dix-mille heures de vol. Avec Bernard Lammy, surnommé « Papa » à cause de ses quarante-sept ans, il ne s'est pas embarqué à la légère sur leur Piper Saratoga, un monomoteur sponsoré par Tefal. Eux, l'Atlantique Nord, ils connaissent. C'est loin d'être le cas de tous les concurrents.

Patrick refuse de jouer les oiseaux de mauvais augure mais ne se masque pas non plus les difficultés du parcours : « *Il y a toute une série de problèmes qui peuvent se poser* ».

Le premier : le moteur. « *Aujourd'hui les moulins ne tombent plus en panne, à condition de ne pas tirer dessus pour économiser l'essence. Sinon ils risquent de casser.* » Mauvais quand on se trouve à cinq cents kilomètres de la terre ferme.

Deuxième souci : la navigation « *La traversée maritime fait trois mille kilomètres. Or il n'y a aucun point de repère : juste de l'eau. Il faut donc prendre un cap à l'estime. Cela donne une incertitude sur sa position, d'autant que les vents ne soufflent pas toujours dans la direction prévue. On peut aussi utiliser la navigation courte distance, qui ne marche que près des côtes. Reste la navigation longue distance. Cela coûte cher et demande une qualification particulière pour savoir utiliser le sextant et un appareillage sophistiqué* ».

Selon lui, 80 % des concurrents n'ont aucun système de navigation. « *S'ils se foutent à l'eau, on ne saura jamais où ils sont.* » Difficile de localiser quelqu'un qui annonce dans sa radio : « *J'ai quitté les côtes anglaises à 6 heures* », sans pouvoir donner plus de précisions...

Les radios de détresse sont obligatoires, mais « *la VHF a une faible portée. S'il n'y a pas d'avion au-dessus pour entendre le message, c'est foutu* ».

Des moyens de recherche SAR (search ans rescue) sont prévus, mais repérer quelqu'un en pleine mer peut prendre du temps. Or on tient entre deux et dix heures dans une combinaison de survie « *si on a le temps de l'enfiler* », et vingt-quatre heures dans le canot « *si on a pu le mettre à l'eau* ». C'est peu.

« Papa » rigole : « *Si on crashe l'avion sur des vagues, qui par mauvais temps peuvent atteindre trente mètres, il faudra déjà parvenir à se poser sans percuter. Puis sortir de l'appareil. Alors le reste, c'est plutôt moral...* »

Les néophytes réalisent-ils les dangers ? L'organisation a eu beau insister sur la sécurité, certains semblent imprudents. Difficulté supplémentaire : « *En juin on croit qu'il fait beau. C'est faux au-dessus de l'Atlantique. Or le givre perturbe les performances de l'appareil, il alourdit et déforme les ailes.* » Cela, ajouté à l'incertitude des vents, « *une différence de 20 km/h représente une différence de quatre heures sur l'aller et retour* », risque de provoquer de mauvaises surprises. L'angoisse de la panne sèche plus la fatigue, l'Air Transat s'annonce mouvementée...

Carine LENFANT

SAMEDI sera donné le signal du départ pour la première course transatlantique aérienne. Près de quatre-vingts appareils vont s'affronter sur le trajet Paris — New-York — Paris (13 000 kilomètres environ) et dans des conditions différentes suivant la route suivie et les caractéristiques des avions en course.

Les conditions posées par les organisateurs de Air Transat 1981 sont simples. Dans chaque appareil (monomoteur ou bimoteur) il doit y avoir deux pilotes (le commandant de bord avec à son actif au moins cinq cents heures de vol et la qualification de vol aux instruments et le copilote avec au moins deux cents heures de vol) et aucun passager. Les droits d'inscription varient entre 3 500 francs et 15 000 francs. Une dizaine d'escales sont prévues en Grande-Bretagne, en Irlande, en Islande, au Groenland et sur la côte américaine, mais elles ne sont pas obligatoires et les pilotes sont seuls juges pour décider de la route à suivre en fonction des caractéristiques de leurs appareils. Certains bimoteurs tenteront la traversée sans escale mais d'autres — comme le De Havilland de 1937 piloté par Jean Salis et Pierre Dague qui seront les premiers à prendre le départ parce que les plus lents — se poseront sur le plus grand nombre possible de terrains.

Les départs seront étalés entre le samedi 13 h 15 et le lundi 7 heures. Les premiers appareils sont attendus au Bourget à partir de mercredi et les derniers devront être rentrés le samedi 13 juin à minuit.

Les vainqueurs recevront entre 20 000 et 50 000 francs selon les catégories plus quelques cadeaux divers, c'est-à-dire beaucoup moins que l'argent nécessaire pour se lancer dans une telle aventure et beaucoup d'équipages sont partis à la chasse au sponsor avant de décoller pour renouveler les exploits des pionniers de l'aviation. Les moins veinards ont déjà dû renoncer à la course faute d'argent, alors que d'autres espèrent encore trouver un mécène jusqu'au dernier moment. Ce n'est donc pas l'appât du gain qui motive les partants mais la performance technique ou le goût du risque. Les organisateurs de la course, quant à eux, affirment que toutes les mesures de sécurité ont été prises.

Pierre POIX

Hinault, toujours Hinault

Le Tour de France démarre le 25 juin. Le champion du monde favori logique

IL a dominé de la tête et des épaules. Il a remporté les quatre dernières étapes du 33e Critérium du Dauphiné libéré. Il ne laisse aucun espoir à ses adversaires pour le prochain Tour de France. « Il », c'est évidemment Bernard Hinault.

Au départ de la course, Cyrille Guimard soulignait que le champion du monde n'était pas au mieux de sa condition. Le peloton est heureux de savoir que Bernard Hinault va retrouver la forme. Mais ses prochaines prestations risquent alors de tourner en démonstrations, car Hinault a laissé ses poursuivants loin derrière lui. Très loin. Robert Alban, le deuxième du classement, est pointé à 8'36" et Joachim Agostinho, troisième, à 12'07". Vexé et surpris par Oosterbosch dans l'épreuve du contre-la-montre entre Mâcon et Bourg-en-Bresse, Hinault a réagi de belle manière. Vainqueur au sprint à Lyon dès le lendemain, il allait décramponner tout le monde dans les étapes de montagne.

A vingt-six ans et demi, le coureur breton domine largement sa discipline. C'est un lieu commun que de l'écrire. Une évidence qui va se confirmer à partir du 25 juin dans le Tour de France.

Comment pourrait-il en être autrement ? Le Dauphiné libéré a livré quelques éléments de réflexion, montrant durant huit jours de course la résignation des opposants. Physiquement d'une part, ils n'ont pu soutenir la moindre comparaison. Mentalement d'autre part, car ils ne nourrissent guère d'espoirs tant la supériorité de Bernard Hinault a été flagrante.

Il a bousculé Zoetemelk, âgé de trente-quatre ans et demi, au point de le laisser à plus d'une heure au classement général. Régulièrement décroché dans la montagne, le dernier vainqueur du Tour de France aura bien du mal à se refaire une belle santé avant d'aborder la Grande Boucle. De même, Hennie Kuiper a éprouvé mille maux et a lâché prise. Le talentueux Néerlandais, courageux parmi les courageux, ne pourra jamais inquiéter Hinault.

Enfin, Jean-René Bernaudeau, sur lequel beaucoup fondent l'espoir qu'il pourra un jour vaincre Hinault, n'est pas apparu au mieux. Encore handicapé par son accident de circulation, il n'a pu soutenir la comparaison avec son ancien chef de file. Sa tâche sera rude au Tour de France.

Absents au Dauphiné, les coureurs italiens du Giro pourront-ils réussir là où tous les autres échouent ? Assurément pas. Hinault a déjà écarté les Contini, Moser, Battaglin, Saronni et Baronchelli.

Alors Hinault vainqueur du Tour de France 1981 ? Certainement. Quoi donc pourrait le faire échouer ? Une blessure ? La maladie ? Allons, allons, la « morale » sportive réprouve de telles mauvaises pensées.

Félix CHIOCCA

Tais-toi et marche !

LA place des fêtes à 18 heures jeudi, tient du patchwork populiste, avec son arsenal flonflons - fanfare - majorettes - cornets de frites, ça marche.

Tout y est pour accompagner le départ de l'une des épreuves sportives les plus folles, les plus insensées, les plus inhumaines qu'on ait conçues : plus de 500 kilomètres à couvrir à pied en trois jours non-stop, avec trois heures de repos tout de même. La célèbre marche Strasbourg-Paris est, cette année, réactualisée par un parcours Paris/Colmar, sombre histoire de subventions oblige.

Dans son camping-car, Daniel Faubert et ses deux co-équipiers suiveurs éclusent leur dernière canette, prennent un temps de repos dans l'appréhension et la ferveur. Une drôle de tâche bien éreintante les attend : rouler à dix kilomètres/heure avec le car et courir auprès du marcheur, l'assister, le veiller, lui parler, l'engueuler, le soutenir. Daniel a même prévu des pancartes telles que « S'arrêter pour dormir est inutile. Je le dis ! Je dois manger », phrases de bonne volonté pour fortifier un marcheur défaillant, déprimé.

« Parce que tu comprends, *me dit Daniel*, le boulot des suiveurs est indispensable ; la marche, comme l'affirme le vainqueur de Strasbourg-Paris, c'est d'abord 40 % d'un travail d'équipe. Pletquin, lui, a 3 campings-cars et 30 suiveurs. »

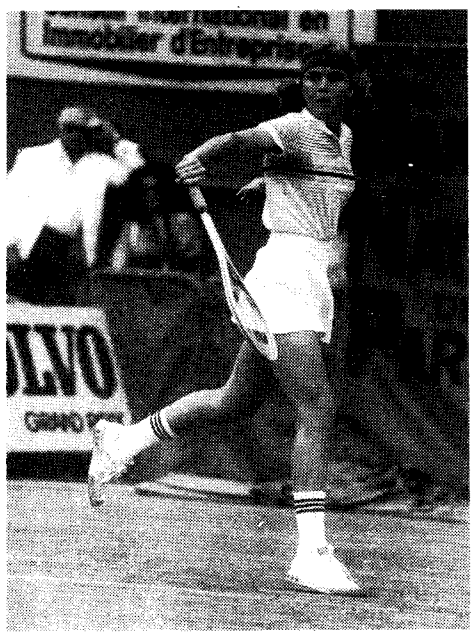
Dehors, il n'y a plus personne depuis bien longtemps, les locomotives humaines ont pris leur départ d'enfer. **LEM**

LE POINT DU JOUR — Avec Philippe BALLAND

ROLAND GARROS 81

Les Tchèques n'étaient pas de bois

Lendl a sorti McEnroe et Mandlikova a réussi l'exploit en battant Chris Evert-Lloyd





LES journées se suivent et se ressemblent. Les couleurs américaines ne seront pas représentées lors des deux finales de simple. Après la défaite de Jimmy Connors, c'est John McEnroe qui a mordu la terre battue face à Yvan Landl. Il n'a pas pu redresser une situation compromise la veille. Trois sets à zéro, l'addition est sévère.

Si l'élimination de McEnroe ne constitue pas une réelle surprise, la défaite de Chris Evert-Lloyd est un événement. Mandlikova a enfin mis un terme à la suprématie de la belle Américaine sur terre battue. Ses cheveux noirs retenus par son éternel bandeau rouge, la jeune Tchèque avait mal débuté la rencontre. Menée rapidement trois jeux à zéro, elle avait même deux balles de 4-0 contre elle. C'est à ce moment-là que la partie a basculé. Mandlikova servait mieux et lâchait de superbes revers croisés. Elle empochait la première manche 7-5.

Dans le second set, elle jouait à la perfection. Soutenant remarquablement l'échange en fond de court, elle poussait régulièrement son adversaire à la faute. Ce qui n'est pas un mince exploit quand on connaît les qualités de relanceuse de Chris Evert Lloyd. Dans ces conditions, Mandlikova se détachait rapidement pour mener 5-3. Evert se battait, mais rien à faire. La Tchèque concluait sur un superbe service-volée.

La dernière Américaine en lice ne faisait guère mieux. Andréa Jeager a été en effet elle aussi battue par l'Allemande de l'Ouest Sylvia Hanika. Andréa, qui fêtait ses seize ans, n'aura donc pas son cadeau tant attendu : une place en finale. Toujours dominée, elle eut simplement la chance qu'Hanika commette un nombre incalculable de fautes. Ainsi, elle évitait une véritable correction.

En effet, dans le premier set, l'Allemande de l'Ouest eut trois balles de 5-1. Elle a pourtant perdu la manche par quatre jeux à six... Belle performance. Hanika joue bien, mais quel déchet ! Elle se reprenait dans la seconde manche et l'enlevait facilement 6-1. Le set décisif sera à l'image du premier. Une domination sur le court et un score extrêmement serré. Toutefois, elle remportait la partie sur deux ou trois coups de patte.

Hanika jouera donc le finale. Cette joueuse est vraiment l'inconnue de ces Internationaux de France. Face à Mandlikova, elle est capable de l'emporter comme de sombrer. Toutefois, joueur, je miserais sur une déroute.

LA BALLE ...

• Lors de leur match de double face à la paire Taroczy-Gunthard, Nastase et... Clerc s'en sont donné à cœur joie. Pitrerie sur piterie. Ils ont atteint les sommets lorsque leurs adversaires ont contesté une balle, ils se sont alors installés dans les tribunes pour se faire une petite séance de bronzage.

• Henri Leconte et Patrice Kuchna sont les deux derniers Français qualifiés pour les quarts de finale du tournoi junior. Mais, ils risquent de tomber sur un os, un jeune prodige américain qui a pour nom Jimmy Arias.

• Lors de la rencontre Evert Llyod-Mandlikova, la jeune Tchèque se désaltérait de curieuse manière lors des repos. Elle buvait en effet dans une boîte de balles... Une boisson miracle ?

• L'arbitre de cette rencontre a eu la fâcheuse tendance de se prendre pour une maîtresse d'école. Lorsque le public manifestait, elle ordonnait : *« Taisez-vous ! Asseyez-vous ! »* Ce qui lui a valu la réflexion : *« Vivement la récré... »*

• Hanna Mandlikova a annoncé qu'elle participera au double mixte de Wimbledon avec... Ilie Nastase. Lorsqu'on lui demanda pourquoi pas avec Lendl, elle a répondu dans une grimace caractéristique : *« C'est tout de même plus marrant de jouer avec Nastase qu'avec Yvan... »*

AU BON

FAUX FILET

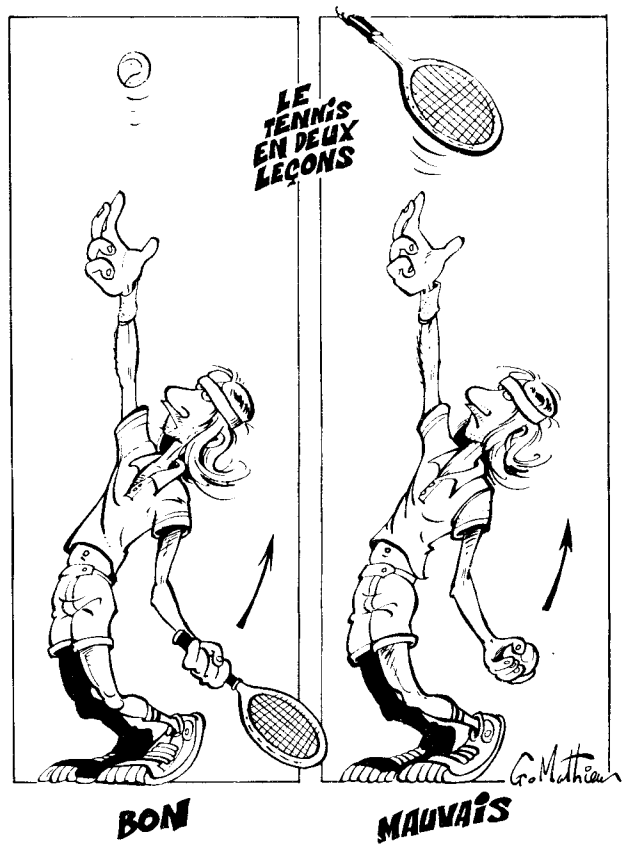
Amères Américaines

LE mercredi, c'est la jurnée des enfants et le jeudi, à Roland-Garros c'est la jurnée des femmes. Un programme exclusivement réservé aux simples dames, aie ! Cela risque d'être ennuyeux à pourir. Tant pis, j'y vais. Hanika contre Jaeger, ça commence mal, très mal. Un match monotone ponctué de fautes. Le public a également craqué, il n'est pas venu. Je m'acroche pendant tris sets bien longs.

La jeune Américaine aux longues couetes n'est pas le prodige que l'on m'avait annoncé. Ses balles molles termineront le plus souvent leur curse dans le filet. Triste spectacle. Une volée de revers de l'Allemande de l'ouest, ouf c'est fini.

Quelques minutes plus tard Mandlikova et Evert-Lloyd pénètrent sur le central. Dès les perniers échanges, je suis sous leur charme. Ma mysoginie tennistique s'estompe. Un jeu de fond de curt puissant, des balles reemarquablement travaillées, des montées au filet judicieuses. Rien ne manque. Un des meilleurs matches du tournoi.

P. B.



AU SPRINT

• **Du 6 au 8 juin, les cavaliers français** pourront effectuer un ultime... galop d'essai à Reims avant le CSIO de Longchamp. Dimanche après-midi, le Grand Prix Audi de Reims sera le pôle d'attraction de ces journées

Jean Vilar, l'aristocrate du théâtre populaire

Sonia de Beauvais a vécu l'aventure du TNP avec Jean Vilar

EN 1956, Jean Vilar dirige le Théâtre national populaire depuis cinq ans. C'est l'année où trente-trois avant-premières réservées aux groupements de travailleurs remplissent la salle de plus de 35 000 spectateurs. En 1956, Sonia de Beauvais arrive au TNP et se voit confier les relations avec ces groupements. Elle découvre aussi l'homme Vilar.

— *Chez lui, l'esthétique et l'éthique se rejoignaient*, se souvient-elle. *Son style clair, dépouillé, il ne se forçait pas pour l'avoir, afin de toucher un public populaire. Il lui était naturel...*

» *En fait, Vilar était un des derniers représentants de la France laïque et républicaine de l'instituteur. Il s'inscrit à la fin du grand rêve de la Libération. S'il définissait le théâtre populaire comme une utopie nécessaire, il ajoutait aussitôt :* ... comme le socialisme. »

Et la rigueur de Vilar, cette froideur parfois dans les rapports humains ? *« C'était un artiste extrêmement tourmenté. D'abord un homme de théâtre, aux contradictions très complexes. Claude Roy disait qu'il était fraternel mais pas familier... Il a adressé un jour une lettre à Gérard Philipe :* « Je sais que vous croyez que je ne vous aime pas, mais les problèmes des premières années m'ont appris à vous aimer de loin. »

Aimer de loin... C'est dans cet esprit, sans doute, qu'il anime la petite équipe d'une dizaine de personnes qui fait fonctionner le TNP à cette époque : *« C'était un grand patron : il sortait de chacun le meilleur. Bien sûr, personne n'était exceptionnel dans cette équipe, mais il nous poussait. En faisant très peu de compliments, sans tape sur l'épaule. Sans démagogie, il était ainsi entouré de gens qui marchaient du même pas, dans la même direction. Il gardait une distance suffisante pour qu'il n'y ait pas d'intrigue, et que seul importe le but commun. Vilar n'avait pas besoin d'être aimé à n'importe quel prix. Et, quand on dirige, on ne peut pas vouloir être populaire à tout moment... »*

Cette attitude s'avère payante : après des débuts difficiles — Gérard Philipe joua longtemps *le Cid* devant des salles à moitié vides — le TNP connaît le succès. Le critique Pierre Marcabru écrit alors : *« Vilar fait un théâtre aristocratique pour le peuple, et il y réussit. »*

Pourtant, le TNP est en permanence contesté : *« On a parlé de public enrégimenté, de collectivités amenées là de force... Mais cela a été une très brande bagarre politique. Nous n'avons pas eu le soutien des syndicats ou des partis, seulement de quelques individus. Nous avions affaire à des militants qui se battaient pour nous. Pour les premiers comités d'entreprise, aller au théâtre paraissait un luxe. Puis certains ont essayé, et se sont consacrés entièrement, au sein des comités, à y amener leurs camarades. Ils n'avaient même pas leur propre place gratuite. »*

En 1963, Jean Vilar démissionne de ses fonctions de directeur du TNP. En 1965, à l'occasion du Festival d'Avignon, il publie un texte : *« Que sont devenus les festivals ? »*, où il dénonce l'enlisement conformiste qui guette ces derniers.

« C'était Mai 68 avec trois ans d'avance. Je pense qu'il a parfaitement compris 68. » Mais alors, Vilar contesté, Vilar sommé, en juillet de cette année-là, d'aller « au musée » ?

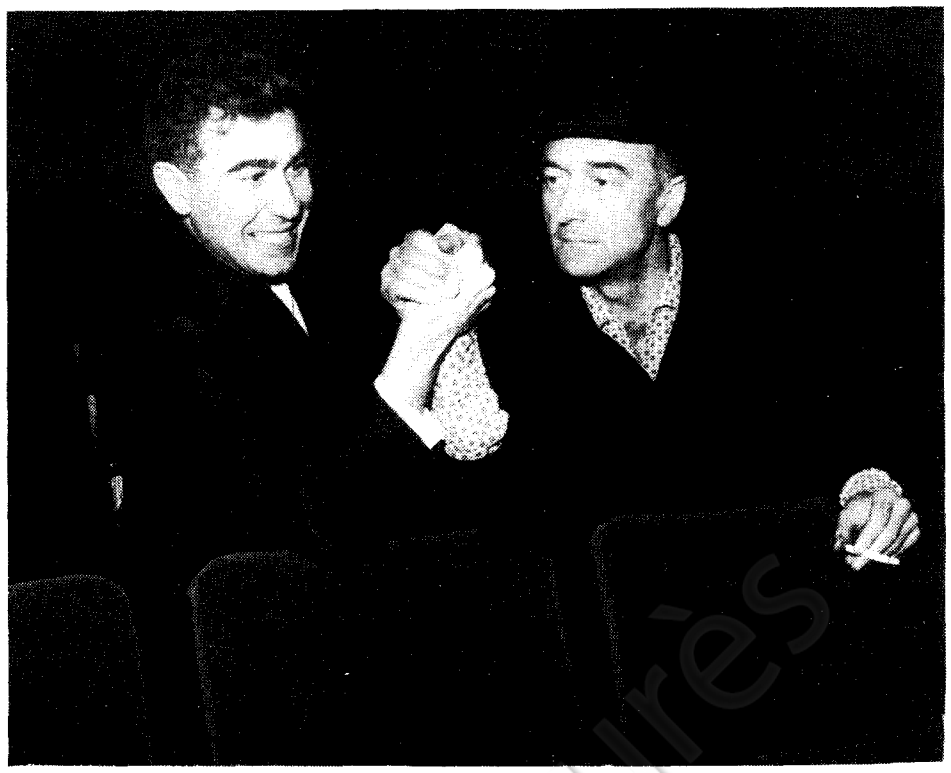
« Vous savez, contester quelqu'un qui s'est retiré de lui-même en pleine gloire... De toute façon, Vilar n'a pas voulu arrêter le festival pour une poignée de contestataires. Par la suite, il l'a fait éclater, a brisé son carcan pour y introduire la musique, le cinéma, et lui permettre de survivre. Sans devenir un rituel figé. »

Prophète de Mai 68, Vilar ? On ne doute pas, en tout cas, qu'il ne s'en soit senti proche : *« Un jour, nous assistions à une manif, et il m'a dit, en souriant :* « Je pense qu'à leur âge, j'aurais contesté aussi le Festival d'Avignon... Mais peut-être en créant un autre festival, ailleurs. »

Propos recueillis par Philippe BERNALIN



Pendant le Festival d'Avignon 1953, devant le pont. Au centre, la main dans la poche, Jean Vilar. (Photo Bernand)



Armand Gatti et Jean Vilar au théâtre Récamier. (Photo Bernand)

Quatre planches au petit écran

Antenne 2 présente le 7 juin un portrait qui enterre Jean Vilar à force de le glorifier

AVEC la pieuse componction qui la caractérise, Antenne 2 célèbre, dimanche soir, la mémoire de Jean Vilar, décédé il y a tout juste dix ans, dans le cadre de la série proposée par Sylvie Genevoix, *Fenêtre sur...*

Vaste programme que de s'attacher à la découverte d'une aussi riche personnalité. Par-delà le rappel biographique, l'occasion était bonne aussi de se pencher sur le bilan d'une aventure devenue aujourd'hui mythique : le théâtre populaire.

Qu'en fut-il exactement ? Comment expliquer son succès ; quelles ont été ses limites, et surtout pourquoi les éternelles tentatives de revenir à ce passé ont-elles toutes échouées ? Autant de questions trop peu souvent — ou trop mal — abordées. Autant de questions essentielles pour la vie culturelle actuelle qui seront encore sans réponses à la fin de cette émission. D'ailleurs elles ne seront pas posées...

Réalisée par Jean Sagols, avec la collaboration de Jacques Thephany, cette *Fenêtre sur...* se contente de nous proposer une malhabile biographie — ou plus exactement — la géographie en trois parties rigoureusement définies — la jeunesse, Avignon, le Théâtre national populaire de Chaillot —, les auteurs nous mènent sur les traces du « héros », de son enfance à sa mort — haltes obligatoires pour la connaissance et la vénération du grand homme : son départ de Sète, sa rencontre avec Charles Dullin, l'ascétisme physique et moral du jeune étudiant-comédien-qui-travaille-pour-rien-et-ne-mange-pas-toujours-à-sa-faim.

En somme, une vie exemplaire. Sachez, bien sûr, que son père était un homme exceptionnel dont il sut tenir, etc. et bla, bla, bla...

Les scènes de fiction se rallongent, pesantes, pour aboutir au discours d'un didactisme indigeste et puéril où l'on vous apprend, par le biais d'une rencontre aussi incongrue qu'artificielle entre un pseudo animateur du TNP — Hixe ! — et un pseudo contrôleur des Finances, que le théâtre de Jean Vilar est un service public, qu'il ne doit pas gagner d'argent comme une grande surface, que la culture ce n'est pas seulement les faux ors de l'Opéra, que le théâtre est un grand art... Merci, on s'en doutait.

Parfois, histoire de vous faire croire que « vous y êtes » on vous glisse en fond sonore une ou deux phrases dites par Vilar lui-même... mais le truc, éculé, ne saurait marcher. Car Vilar est absent, étranger à cette pommade qui se déverse et qui, traîtreusement, donne raison à ceux qui l'insultaient en Avignon, au mois de juillet 1968 ; *« Vilar au musée. »*

Pourtant, le revoici qui s'anime par instants, l'espace d'extraits d'archives, d'interviewes télévisées. Seul il s'explique sur lui-même, son aventure, ses amitiés.

Dommage que Jean Sagols ait cru bon d'en rajouter ; il fallait simplement le laisser parler. Pauvre Vilar que l'on assassine à force de vouloir le glorifier...

Didier MÉREUZE

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Bourges. XI[e] Festival de musiques expérimentales : *Bill Brunson, Sten Hanson, Dror Feiler, Akos Rozman.* Maison de la culture, à 20 heures. *Sven Erich Bäck, Sten Hanson, Tommy Zwedberg, Lars Sanders, Ake Parmerud, Bengt Emil Johnson.* Palais Jacques-Cœur, à 21 heures. *Ole Lüttzow-Holm, Jan W. Morthenson, Sven Sandström, Knut Sönstevold.* Maison de la culture, à 23 heures, le 6 juin.

Croix. Provinciales du théâtre : *les Crieurs*, par le Théâtre de la Planchette, place de la République, à 11 heures ; *la Mallette infernale*, par le Royal de Luxe, place de la Liberté, à 18 h 30, le 6 juin.

Meaux. Rock : Nuit du rock, avec les groupes *Héliante* et *Romantick Rock*, suivi de la projection du film *Woodstock*, Halle du marché, à 20 h 45.

Rodez. Poésie : Journées de poésie, avec, en clôture, la remise des XXX[es] - Prix Antonin-Artaud et Ilarie-Volonca, et du XIII[e] Prix Claude-Sernet. Jusqu'au 8 juin.

Bourges. XI[e] Festival de musiques expérimentales : concerts dans le cadre de la *Journée internationale électroacoustique*, Jardin des Prés-Fichaux, à 15 heures ; *Atelier Oulipo*, théâtre Jacques-Cœur, à 17 heures ; *Stéphane Marti*, Maison de la culture, à 21 heures, le 7 juin.

Lille. Provinciales du théâtre : *Sauvons, sauvons la France*, par la Pie Rouge ; *la 2 CV théâtre*, par l'Unité et C[ie] ; *les Crieurs*, par la Planchette, place de la Liberté. Croix, à 11 heures, le 7 juin.

Bourges. XI[e] Festival de musiques expérimentales : *Actuelles 81, les Pays-Bas*, Maison de la culture, à 18 heures ; *Lauréats du IX[e] Concours international de Bourges 1981*, palais Jacques - Cœur, à 21 heures ; *Solo I, Ileana Melita*, mezzo soprano, palais Jacques-Cœur, à 23 heures. Le 8 juin.

Cannes. Café-théâtre : ouverture du festival sur le thème *De l'humour du café-théâtre*, avec la participation de 20 spectacles, 50 comédiens, parmi lesquels Roger Pierre, Alex Métayer, Jean-Paul Farré, Rufus, Romain Bouteille, et la troupe du Café de la Gare. Le 8 juin.

Les films de la semaine...

Mardi 9 juin

FR3

20 h 30 — La chevauchée des outlaws.
FIlm de Michael Carreras (1962). Avec Richard Basehart, Don Taylor et Alex Nicol.
Marqué à jamais par la guerre de Sécession, Mike a juré de ne jamais plus tirer sur un homme. Il devient fermier et s'installe à la frontière de l'Arizona. Mais des pillards surviennent... et le passé resurgit.

Jeudi 11 juin

A2

20 h 35 — Le gros oiseau.
Film de Jean Bouchaud. Mise en scène et réalisation : Jean-Michel Ribes. Avec Jean Bouchaud, Patrick Chesnais, Danièle Girard.
A l'origine, une pièce de Jean Bouchaud, écrite en 1978 (prix Courteline l'année suivante). Pour la télévision, Ribes a conservé les mêmes interprètes. Humour absurde et gags loufoques, la vie quotidienne d'un journal pas comme les autres...

FR3

20 h 30 — Le passé simple.
Film de Michel Drach (1977). Avec Marie-José Nat, Victor Lanoux, Anne Lonberg.
Elle est jeune, belle. Elle se réveille un jour sur un lit d'hôpital. Amnésique. Qui est cet homme, en face d'elle ? Et cette adolescente est-elle vraiment sa fille ? Peu à peu, Cécile se rend compte qu'on lui ment... Recomposera-t-elle son passé ?

Dimanche 4 juin

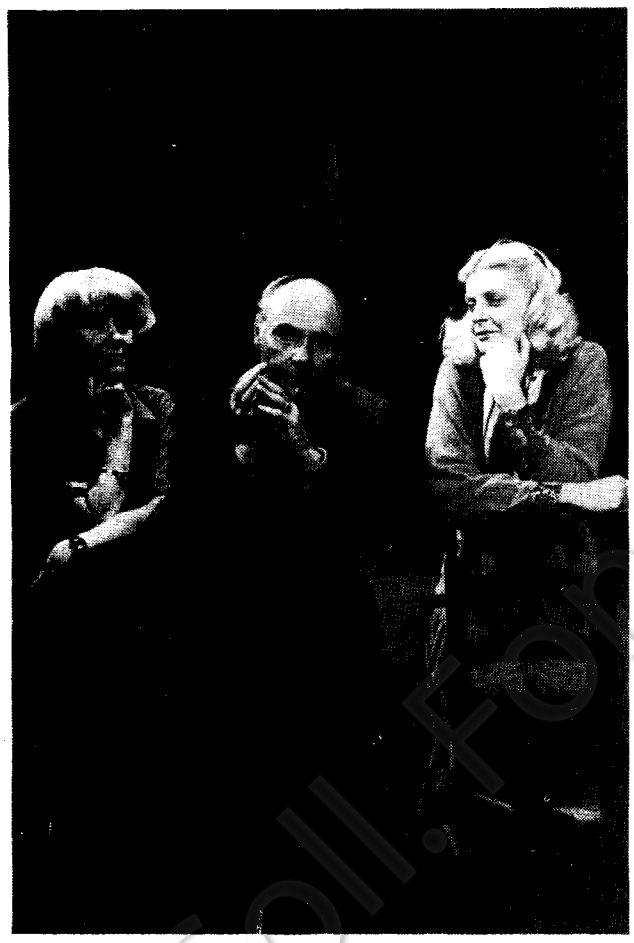
FR3

22 h 35 — Cinéma de minuit : Deux rouquines dans la bagarre.
Film d'Alan Dwan. (Cycle du film noir.)



Le groupe Jungle à Ferraille interprète du film *L'inspecteur mène l'enquête. Vendredi, TF1, à 20 h 30.* (Photo Interpress)

...et les grands magazines



René de Obaldia et ses deux interprètes : Odile Mallet et Marie Grinevald, pendant une répétition de sa pièce *le Défunt.* (Photo TF1)

Mardi 9 juin

TF1

21 h 30 — Soirée Obaldia.
Réalisation : Yves-André Hubert
Pour mieux connaître le poète et l'homme de théâtre, cette émission nous propose deux pièces d'Obaldia : le Défunt *et* le Banquet des méduses, *mises en scène par Michel-Jean Robin. Un portrait réalisé à partir de documents complète cette évocation, ainsi que des poèmes dits par Michel Bouquet, Madeleine Renaud, etc.*

Jeudi 11 juin

TF1

22 h 30 — L'art et les hommes. Etienne Martin.
Emission de Jean-Marie Drot.
Deuxième émission de cette série qui se propose d'explorer le « musée imaginaire » d'un artiste. Né en 1913, dans la Drôme, Etienne Martin travaille à Paris. Sa sculpture est souvent allégorique, symbolique.

Vendredi 12 juin

TF1

22 h 00 — Pleins feux.
Emission de José Arthur.
Extraits de spectacles, musique, chansons, théâtre : le tour de l'actualité artistique.

A2

21 h 35 — Apostrophes.
Emission proposée par Bernard Pivot. Réalisation : François Chatel.
Sur le thème « Le style, c'est l'homme », Bernard Pivot réunit ce soir Jean Cau (le Grand Soleil), *Evane Hanska* (J'arrête pas de t'aimer), *Robert Kanters* (A perte de vue), *Bertrand Poirot-Delpech* (la Légende du siècle), *Alain Robbe-Grillet* (Djinn).

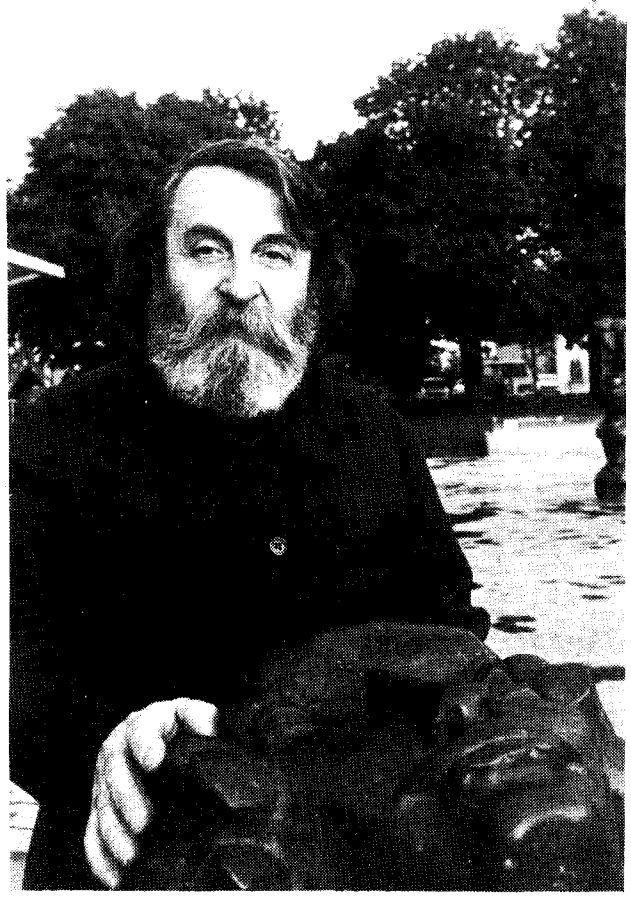
Dimanche 14 juin

TF1

19 h 45 — Elections législatives. Résultats du premier tour.

A2

20 h 30 — Messieurs les jurés. L'affaire Bernay.
Réalisation : Jacques Krier.
La presse à scandale aux assises...



Jean-Marie Drot, réalisateur de l'émission « L'art et les hommes », TF1. (Photo TF1)

Vendredi 5 juin

22 h 00 — Internationaux de tennis à Roland-Garros.

20 h 35 — Noires sont les galaxies.
Série de Jacques Armand. Réalisation : Daniel Moosmann. Avec Richard Fontana et Catherine Leprince. (Dernier épisode.)

21 h 25 — Apostrophes. D'Est en Ouest.
Emission proposée par Bernard Pivot. Réalisation : Jean Cazenave.
Le tournoi de Pivot verra s'affronter ce soir Vladimir Boukovski (Cette lancinante douleur de la liberté, *Robert Laffont*), *Edgar Morin* (Pour sortir du XX[e] siècle, *Nathan*), *Louis Pauwels* (le Droit de parler, *Albin Michel*) *et Simone Signoret (traductrice du livre de Jo Langer :* Une saison à Bratislava, *Le Seuil*).

22 h 55 — Ciné-Club : Le milieu du monde.
Film d'Alain Tanner (1974). Avec Olimpia Carlisi, Philippe Léotard et Juliet Berto.
Paul se présente aux élections du canton. Au cours d'une réunion, il rencontre Adriana, serveuse dans un café.

18 h 55 — Tribune libre. CFDT.

20 h 30 — Le nouveau vendredi. Les bookmakers.
Emission d'André Sabas. Reportage de Claude Druhot.

21 h 30 — La scélérate Thérèse, ou les brigands de la forêt de Mormal.
Scénario et dialogues de Maurice Sarfati. Production : FR3-Lille. Avec Henri Tisot, René Cousseau, Philippe Ogouz.
Ce double titre à rallonge porte le sceau de la série « Croix de ma mère et cœur de Margot ». Un quart de mélo, trois quarts de dérision, c'est le cocktail épicé préparé par Maurice Sarfati. Un chevaleresque capitaine, une belle amoureuse, quelques larrons, René Descartes qui passait par là... Le ton est donné par l'immortelle réplique finale : « Je mets avec fierté la main de ma sœur dans la conquête d'un brave ! »

22 h 45 — Thalassa. Rendez-vous à Newport.
Magazine de la mer.

Samedi 6 juin

20 h 30 — Numéro un. Omar Sharif.
Emission de Maritie et Gilbert Carpentier. Réalisation : Pierre Fournier-Bidoz. Avec Nicole Courcel, Viviane Reed, Sacha Distel Juliette Gréco, Georges Moustaki, Charles Aznavour, Nicole Croisille, etc.

21 h 30 — Dallas.
Série de Léonard Katzman. Avec Larry Hagman et Victoria Principal.
La suite des tribulations de la dynastie Ewing, les pieds dans le pétrole, la tête dans les plis du drapeau étoilé.

23 h 15 — Internationaux de tennis à Roland-Garros.

20 h 35 — Le beau monde.
Téléfilm de Michel Polac. Avec Fabrice Luchini, Judith Magre, Alexandra Stewart.
Un jeune homme tout simple se trouve plongé par hasard dans la haute société de Saint-Tropez.
« On pourra me reprocher de peindre un milieu déjà souvent dépeint, dit le réalisateur. Mais, d'abord, il ne s'agit pas tant de décrire un milieu que la réaction d'un jeune homme naïf... »

22 h 55 — Les carnets de l'aventure. Porte des cieux.
Emission de Pierre-François Degeorges. Réalisation : J.-F. Dion. Film de Henry Agresti sur les gorges du Verdon.

20 h 30 — Gianni Schicchi.
Opéra de Puccini. Réalisation : Philippe Masson. Production : FR3-Lille. Avec Gabriel Bacquier, Faith Esham, Neil Rosenshein et les chœurs du Grand Théâtre de Nancy. Orchestre symphonique et lyrique de Nancy.

21 h 25 — Billy Wilder, portrait d'un homme à 60 % parfait.
Réalisation : Annie Tresgot. Interview : Michel Ciment.
Le célèbre metteur en scène de Hollywood, filmé dans son cadre de vie, se raconte. Interventions de Jack Lemmon et Walter Matthau.
Hollywood USA : James Caan.
Emission de Catherine Laporte-Coolen. Réalisation : Michel Minaud.
Le portrait d'un acteur américain type, qu'on retrouve aussi bien dans le Solitaire, *de Michael Mann, que dans* les Uns et les Autres, *de Claude Lelouch.*

Dimanche 7 juin

19 h 25 — Les animaux du monde. Les busards.
Réalisation : Gilles Combet.

20 h 30 — Les doitgs croisés
Film de Richard Clément. Avec Marlène Jobert, Trevor Howard, Kirk Douglas.
Un voyage de noces à Bucarest. A peine arrivé, le nouveau marié est arrêté par la police soviétique pour servir de monnaie d'échange...

22 h 00 — Les grands mystères de la musique. Gian Carlo Menotti.
Emission de Bernard Gavoty. Réalisation : Pierre Nivollet.

20 h 35 — Fenêtre sur... Jean Vilar.
Emission de Sylvie Genevoix. Réalisation : Jean Sagols.

17 h 45 — Il n'y a pas qu'à Paris. Pour un art populaire.
Emission de Claude Place. Réalisation : B. d'Abrigeon.

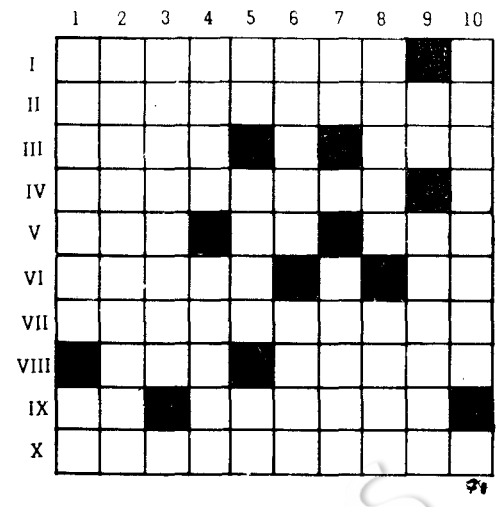
20 h 30 — Les villes aux trésors. Aix-en-Provence.
Emission de Patrick Saglio. Production : FR3 - Agence française d'images.

21 h 40 — L'invité de FR3. Eugène Riguidel.
Emission de Maëtte Chantrel. Réalisation J.-N. Roy.

22 h 35 — Cinéma de minuit : Le facteur sonne toujours deux fois.
Film de Tay Garnett (1946). Avec Lana Turner, John Garfield, Cecil Kellaway.
Un vagabond arrive à San Diego. Il se fait héberger par un brave homme dont il séduit la femme...



Mots croisés par Lionel



PROBLEME N° 71

HORIZONTALEMENT. — I. Ils ont un air nettement revendicateur. - II. Des campagnes qui n'ont guère d'écho. - III. Choisit. Poète courtois allemand. - IV. Numéro sortant. - V. Fit rougir Marguerite de Bourgogne. Château renommé. Le début du gâtisme. - VI. Originale. Eclaté. - VII. La plupart sont nées en 33. - VIII. Stupéfiant. C'est dans l'air depuis toujours. - IX. Abréviation pour une rondeur. Casse du bois. - X. Vomissement de sang.

VERTICALEMENT. — 1. Se boucle avec une ceinture. Renseigne sur le milieu. - 2. Quitte la relâche. - 3. Prennent les mesures qui s'imposent. - 4. Plus on met la gomme, plus il risque d'en perdre. Un jus de fruit lui donne des couleurs. - 5. Arbre. Possessif. Chat coupé. - 6. Un homme sans tâche. Toujours doublé en cas d'urgence. - 7. Arrivé. Souverain d'Hyderabad. - 8. L'anglais tel qu'on le parle entre cockneys. S'altère facilement. - 9. Article contracté. Ce qu'il y a de plus solide dans un coffre. - 10, Stérilisé.

SOLUTION DU N° 70

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	L	A	B	O	U	R	E	U	R	S
II	A	B	O	U	L	E	■	R	A	I
III	V	E	G	E	T	A	T	I	O	N
IV	A	L	A	D	I	N	■	E	N	A
V	L	■	R	■	M	I	E	L	■	P
VI	L	I	T	H	A	M	S	■	M	I
VII	I	N	■	E	T	E	T	E	E	S
VIII	E	T	E	■	U	■	R	H	U	M
IX	R	E	G	I	M	E	A	■	L	E
X	E	R	O	S	■	O	N	D	E	S

Combat
SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand,
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION du LIVRE — MARQUE SYNDICALE

SELECTION RADIO

Vendredi 5 juin

FRANCE-CULTURE

19 h 30 — Les grandes avenues de la science moderne. La distribution de l'énergie dans la matière.
Emission du professeur Pierre Auger. Avec Jean-Claude Pecker.

20 h 00 — Le panslavisme.
Emission de Roland Auguet. Avec Alain Besançon, Georges Castellan, Jacques Levesque, Claude Fisera.
Des tsars aux bolcheviks, la vie mouvementée d'une idéologie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 00 — Les chants de la terre.
Magazine des musiques traditionnelles, d'Aris Fakinos.

22 h 15 — Ouvert la nuit.
Emission d'Alain Lacombe. Schumann, Debussy, Rimsky-Korsakoff...

Samedi

FRANCE-CULTURE

22 h 05 — La fugue du samedi.
Divertissement de Bertrand Jérôme. Avec André Frédérique, Jean-Christophe Averty.

FRANCE-MUSIQUE

09 h 05 — Samedi 6 juin.
Emission de Jean-Michel Damian. Liszt, Beethoven, Haydn...

20 h 05 — Soirée lyrique.
Emission de François Vercken.

Dimanche 7 juin

FRANCE-CULTURE

16 h 05 — Le Lyriscope.
Emission de Vincent Beurtheret. *Turandot*, de Puccini, à l'Opéra de Paris.

19 h 10 — Le cinéma des cinéastes.
Emission de Claude-Jean Philippe.

FRANCE-MUSIQUE

16 h 15 — La tribune des critiques de disques.
Emission d'Armand Panigel. *Idoménée*, de Mozart.

19 h 00 — Jazz vivant.
Emission d'André Francis. Concert à l'Espace Cardin.

Lundi 8 juin

FRANCE-CULTURE

19 h 30 — Présence des arts.
Emission de François Le Targat.

21 h 00 — L'autre scène, ou Les vivants et les dieux. Les Mandelstam et le bruit du temps.
Emission de Roger Dadoun.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 00 — Le club du jazz.
Emission de Lucien Malson. Disques et actualité du jazz.

22 h 30 — Les chants de la terre.
Magazine des musiques traditionnelles, d'Aris Fakinos.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☒ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour
☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

Combat
SOCIALISTE

Pierre Mauroy: «Une seule politique pour le gouvernement»

PIERRE MAUROY, au cours d'une interview à FR3, jeudi soir, a commenté l'accord intervenu dans la journée entre le Parti socialiste et le Parti communiste.

Il a déclaré : « *Il est évident que s'il n'y avait pas de divergences entre les communistes et les socialistes, il y aurait un accord qui ne serait pas seulement un accord de désistement, mais un accord politique et de participation.* »

Il a ajouté : « *Je crois que les deux formations, tenant compte de l'évolution du débat entre elles et des vrais problèmes tels qu'ils sont, doivent attendre le choix des Français.* »

Il a précisé : « *Le gouvernement, c'est sa règle essentielle, doit être un gouvernement avec une seule politique, il ne peut y avoir cohabitation de deux politiques et le gouvernement doit être lié par la règle fondamentale.* »

En ce qui concerne l'emploi, le premier ministre a répété qu'il s'agissait pour le gouvernement d'un objectif prioritaire et qu'il était « *mobilisé pour ce combat. Dès la semaine prochaine*, a-t-il ajouté, *le coup d'envoi de cette politique sera donné* ».

Sur la décentralisation, Pierre Mauroy a affirmé qu'« *elle n'alourdirait pas la machine administrative, mais au contraire la décrassera* ». Il a également déclaré que François Mitterrand tiendra un plus grand compte du Parlement, « *il s'agira de trouver entre le président et le Parlement un équilibre qui n'existait pas hier* ».

Il a conclu en précisant que son ambition personnelle était de réaliser le programme socialiste comme, il y a quarante ans exactement, le président Léon Blum avait réalisé le sien.

C. P.

Hommage à Léon Blum

LE premier ministre s'est recueilli, jeudi matin, sur la tombe de Léon Blum à Jouy-en-Josas (Yvelines), pour marquer l'anniversaire de la présentation, le 4 juin 1936, du premier gouvernement du Front populaire.

Il a déclaré : « *Cette cérémonie est l'hommazge simple et fervent du premier ministre d'aujourd'hui à la haute personnalité de Léon Blum, premier militant socialiste à avoir dirigé le gouvernement de la France.* »

Georges Marchais au Parc des Princes

«Jetons toutes nos forces dans la bataille»

Le parti communiste a organisé jeudi soir au Parc des Princes à Paris un grand meeting dont le but était de présenter les candidats communistes aux élections législatives.

DEVANT un stade presque plein Georges Marchais, commentant l'accord PS-PC signé le matin même a déclaré qu'il « *s'agit d'un accord politique positif de nature à favoriser le rassemblement de toutes les forces nécessaires à la réussite du changement voulu par les Françaises et les Français* ».

L'attitude du Parti communiste à l'égard de la nouvelle situatin politique n'est pas « *une attitude de circonstance* ». Il s'agit a précisé le secrétaire général du PC de la mise en « *œuvre de la ligne fondamentale qui est la nôtre, celle qu'ont définie nos XXII^e et XXIII^e congrès* ».

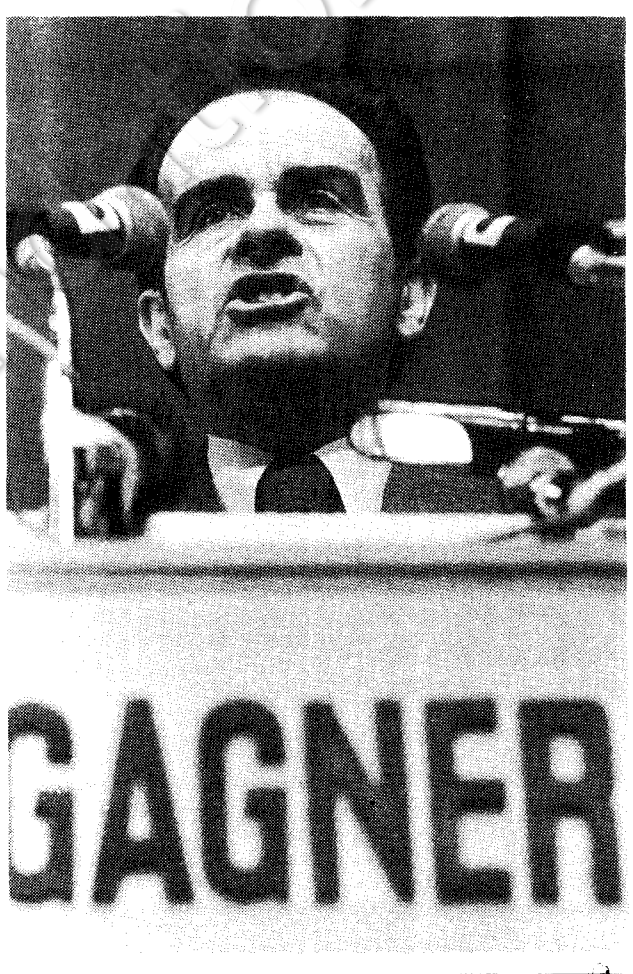
Soulignant l'apport décisif des communistes « *à l'intense bataille* » qui a permis « *la défaite de Giscard* », Georges Marchais a rappellé à plusieurs reprises, la volonté de son parti de participer au gouvernement, « *qui est une nécessité* ».

Le secrétaire général a en effet expliqué que le Parti communiste voulait que le « *changement que notre peuple a choisi réussisse* ». Pour cela « *il faut permettre aux communistes exclus depuis trente-quatre ans de la direction des affaires publiques de donner toute la mesure de leur apport original à l'œuvre commune pour construire le changement* ».

« *Dans cet esprit notre parti se félicite que le gouvernement ait pris sans attendre les élections législatives une série de mesures sociales immédiates qui vont, globalement dans le sens des propositions que nous formulons nous-mêmes* ».

En même temps il n'a pas cacher qu'il existait des divergences entre le PS et le PC. Ces divergences sont d'ailleurs indiquées dans la déclaration du matin dont Georges Marchais a donné la lecture intégrale. Mais il a précisé que ces divergences

S'adressant directement aux jeunes, il leur a demandé de « *donner au changement que vous voulez des atouts solides : de nombreux députés communistes et la présence de ministres communistes au gouvernement* ». « *Jetons toutes nos forces dans la bataille* », a-t-il conclu.



BLANCHISSEURS EN PRISON

Cinq membres du milieu lyonnais, ont été interpellés à Dijon et transférés à Lyon. Les cinq personnes, quatre hommes et une femme, bien connus des services de police lyonnais, en particulier Albert Ramon, dit « Freddy », trente et un ans, étaient filés de très près depuis le moment où ils avaient voulu « blanchir » trois millions de francs, au mois d'octobre dernier.

La PJ lyonnaise, interroge sans relâche depuis vingt-quatre heures les cinq personnes afin de connaître la provenance de l'importante somme qu'ils n'ont jamais pu depuis transformer en « bons » francs.

Les soupçons des enquêteurs s'étaient portés sur une liaison éventuelle entre cette opération et l'enlèvement du clerc de notaire Bernard Galle, disparu depuis près de huit mois. Cette piste semble pour l'instant écartée.

• **Deux automobilistes ont été sérieusement blessés** dans leur voiture accidentée, cette nuit, avenue du Maine, à Paris. Poursuivis par la police depuis le département des Hauts-de-Seine, ils avaient perdu le contrôle de leur Simca 1100.

Ils avaient refusé de s'arrêter à un barrage de police.

Incivisme

LA droite a perdu la bataille politique. Elle dispose de beaucoup d'atouts, tut le monde le sait, pur ne pas perdre la bataille économique.

En témoigne ce coup de téléphone d'un représentant de la banque Vernes à un cadre parisien, d'une petite société de service, qui n'a jamais eu auparavant de contact avec la dite banque : « *Nous voudrions savoir si vous êtes interressé par des opérations à effectuer avant les élections législatives ? Vous comprenez ce que je veux dire n'est-ce pas ? pour régler vos problèmes de succession, pour la vente éventuelle de titres français ou des achats d'or...* »

Nous comprenons très bien en effet que c'est là l'incivisme dénoncé par Pierre Mauroy. « *parce que*, pursuit l'interlocuteur, *on n'a jamais vu en France des lois avir un effet rétroactif (sic).*

D. F.

Atlanta: un suspect blanchi

UN jeune homme, interrogé pendant plusieurs heures, jeudi, dans le cadre de l'enquête sur les meurtres d'enfants et de jeunes noirs à Atlanta, a été relâché.

« *Aucune arrestation n'a été opérée et il n'y en aura pas* », a déclaré Lee Brown, le commissaire à la Sécurité publique de la ville.

On avait indiqué, mercredi soir, qu'il s'agissait du « *suspect le plus sérieux jusqu'à présent* ». Le FBI (Sûreté fédérale) et la police d'Atlanta avaient, avant de l'interroger, effectué une perquisition à son domicile et en avaient sorti plusieurs sacs.

Le jeune homme faisait l'objet d'une surveillance depuis le 22 mai dernier. Ce jour-là, la police l'avait surpris alors qu'il venait de jeter quelque chose dans la rivière Chatahoochee, où six des vingt-huit victimes de la série de meurtres ont été repêchées. Il avait alors déclaré à la police qu'il jetait des ordures. Trois jours plus tard, le 25 mai, le corps de Nathaniel Carter, vingt-sept ans, la dernière victime officielle, était retrouvé dans la rivière.

Le premier crime d'Atlanta remonte à juillet 1979, date à laquelle le jeune Edward Smith, quatorze ans, était retrouvé mort d'une blessure par balle. Depuis, vingt-huit victimes au total ont été recensées officiellement, et un enfant de dix ans est porté disparu depuis septembre dernier. Les enquêteurs estiment que tous ces meurtres ne sont pas le fait d'un même tueur, mais d'une dizaine de personnes au moins.

BREF

Pétrole les compagnies réclament une hausse rapide

Une augmentation de trente-deux centimes par litre des carburants et du fuel domestique serait nécessaire pour compenser les pertes actuelles des compagnies pétrolières provoquées par la flambée du dollar, a déclaré, jeudi 4 juin, Gilbert Rutman, un des dirigeants d'Elf-Aquitaine.

A propos du projet de taxation supplémentaire des compagnies pétrolières envisagé par le gouvernment pour financer le train de mesures sociales, Albin Chalandon, PDG de la Société nationale Elf-Aquitaine, s'est borné à déclarer : « *on devrait plutôt parler d'une fiscalité spéciale pour Elf-Aquitaine* ».

En effet, seules les compagnies produisant du pétrole et du gaz en France seraient touchées, ce qui limite le champ d'action à Elf (qui exploite notamment le gisement de lacq), et à ESSO, mais dans une faible mesure.

Euro-missiles : Pas de calendrier de négociations

« *L'URSS n'a établi avec les Etats-Unis aucun calendrier de négociations pour des discussions avant la fin de l'année sur les euro-missiles* », affirme jeudi le quotidien soviétique *Industrie socialiste*. Le journal s'en prend vivement au ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher qui, après la visite à Washington du chancelier Helmut Schmidt, a affirmé qu'« *un calendrier des négociations avait été mis au point par les Américains et les Soviétiques* ».

• **Quinze personnes ont été tuées** et cinq autres blessées dans un accident ferroviaire, survenu jeudi en début d'après-midi, à proximité de Pulawa, au sud de Varsovie, à la suite d'une collision entre un train de voyageurs et un train de marchandises.